



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 23 MAI 2023  
GEMEENTERAAD VAN 23 MEI 2023

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES  
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat - Secretariaat**

**1 Interpellation du public: PU 28053 – Projet Match par Koramic Real Estate.**

---

**Interpellatie van het publiek : SV 28053 – Project Match door Koramic Real Estate.**

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

**AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN**

**Intergénérationnel - Intergenerationeel**

**2 Intergénérationnel - Séniors : Mise à disposition du BIA BOUQUET aux ateliers de peintures, peintures sur soie et maquettistes - Conventions.**

LE CONSEIL,

Considérant que lors d'une visite de l'Issp, le 5 décembre 2022, au centre Berlioz, sis Avenue Van Volxem 176 à 1190 Forest, il a été décidé de fermer le centre pour cause d'insalubrité et d'insécurité (ci-annexé le rapport) ;

Considérant qu'il faut impérativement proposer un autre lieu d'activités (peinture, peinture sur soie et maquettistes) aux seniors ;

Considérant la convention de mise à disposition de la Commune par le Foyer du Sud des locaux sis Square du Bia Bouquet 1-6 à Forest depuis 1956 à des fins d'activités intergénérationnelles (nommé Bia-Bouquet) ;

Considérant que les seniors des groupes de peinture sur soie, des maquettistes et de peinture intégreront le centre Bia Bouquet ;

Considérant que, suite à un manque de place dans les locaux du Bia Bouquet, un autre groupe de peinture rejoindra le centre Marconi sis Rue Marconi 41 à 1190 Forest ;

Considérant les conventions de mise à disposition gratuite (ci-annexée) établie par le service seniors ;

Considérant que le service des Propriétés communales n'a pas formulé de remarques sur cette convention ;

DECIDE :

Décide de mettre à disposition les centres Marconi sis rue Marconi 41 et Bia bouquet sis Square du Bia Bouquet 1-6 1190 Forest, pour les seniors des groupes de peinture, peinture sur soie et maquettistes suite à la fermeture du centre Berlioz sis Avenue Van Volxem 176 1190 Forest ;

D'approuver les conventions ci-annexées de mise à disposition gratuite par le Foyer du Sud des locaux sis Square du Bia Bouquet 1-6 à Forest à des fins d'activités intergénérationnelles ;

De charger madame la Bourgmestre et madame la Secrétaire communale de signer les conventions.

---

**Intergenerationele Zaken - Senioren: Terbeschikkingstelling van BIA BOUQUET voor ateliers schilderen, schilderen op zijde en modelbouw - Overeenkomsten.**

DE RAAD,

Overwegende dat tijdens een bezoek van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid (WIV), op 5 december 2022, aan het centrum Berlioz, gelegen Van Volxemplaen 176, 1190 Vorst, besloten is het centrum te sluiten vanwege insalubriteit en onveiligheid (verslag als bijlage);

Overwegende dat er een andere locatie voor activiteiten (schilderen, schilderen op zijde en modelbouw) aan de senioren moet worden voorgesteld;

Overwegende dat de lokalen gelegen Bia Bouquetsquare 1-6 te Vorst sinds 1956 door de Zuiderhaard ter beschikking van de Gemeente zijn gesteld voor intergenerationele activiteiten (Bia Bouquet genaamd);

Overwegende dat de senioren van de groepen schilderen, schilderen op zijde en modelbouw in het centrum Bia Bouquet zullen komen;

Overwegende dat, wegens plaatsgebrek in de lokalen van Bia Bouquet, een andere schildergroep zal aansluiten in het centrum Marconi, gelegen Marconistraat 41 te 1190 Vorst;

Overwegende de overeenkomsten voor gratis terbeschikkingstelling (als bijlage) opgesteld door de Seniorendienst;

Overwegende dat de dienst Gemeentelijke Eigendommen geen opmerkingen over deze overeenkomst heeft geformuleerd;

BESLIST:

Het centrum Marconi, gelegen Marconistraat 41, en Bia Bouquet, gelegen Bia Bouquetsquare 1-6, te 1190 Vorst, ter beschikking te stellen aan de senioren van de groepen schilderen, schilderen op zijde en modelbouw naar aanleiding van de sluiting van het centrum Berlioz, gelegen Van Volxemplaen 176 te 1190 Vorst;

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst voor gratis terbeschikkingstelling door de Zuiderhaard van de lokalen gelegen Bia Bouquetsquare 1-6 te Vorst voor intergenerationele activiteiten;

Mevrouw De Burgemeester en mevrouw de Gemeentesecretaris te gelasten de overeenkomst te ondertekenen.

*8 annexes / 8 bijlagen*

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 3 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 4 « Avenue du Roi » (Forest/Saint-Gilles) - Volet 5° du CRU - actions socio-économiques - pôle Petite Enfance – Approbation de l’Avenant 01 à la convention du 13.01.2020 relatif au projet Lieu de rencontre parents-enfants (LREP) – « La Récré du Midi » – Revu de sa décision du 22-11-2022.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 mars 2023 approuvant le budget 2023 et les douzièmes provisoires d'avril et mai 2023 ;

Vu l’article 14 du règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l’Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du "Contrat de Rénovation urbaine - Avenue du Roi";

Vu la délibération du Conseil communal du 19 décembre 2017 approuvant les conventions entre la Région et la commune et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification du CRU Roi ;

Vu la délibération du Conseil du 02 juillet 2019 approuvant l’avenant N°1 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l’article 37 de l’Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4 Roi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03 décembre 2020 approuvant la deuxième modification du CRU Roi ;

Vu la délibération proposée au Conseil du 16 février 2021 approuvant l’avenant N°2 à la convention du 24.01.2018 relative au subventionnement des opérations et actions prévues aux volets 1° à 4° et 6° de l’article 37 de l’Ordonnance Revitalisation Urbaine, établie dans le cadre du CRU 4 Roi ;

Vu l'arrêté 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension des délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et réglementation

bruxelloise, prolongeant les délais de rigueur de l'Ordonnance organique revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 de trois fois un mois ;

Vu l'arrêté 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la prolongation des délais de l'Ordonnance organique du 6 octobre 2016, prolongeant le délai d'exécution de trois mois supplémentaires ;

Vu l'ordonnance du 22 juillet 2021 prolongeant certains délais de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la délibération du Collège du 11 octobre 2018 validant la proposition de méthodologie de sélection des projets du volet 5° du CRU ROI et, en particulier, l'objectif de traiter des thématiques retenues dans le programme du CRU ROI de manière intercommunale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2019 approuvant la convention relative au projet Petite Enfance porté conjointement par le service Petite enfance de la commune de Forest et le Réseau Saint-Gillois des mini-crèches asbl ;

Vu la délibération du Collège du 29 septembre 2022 :

*{...} De permettre à tous les porteurs de projet du Volet Socio-économique de poursuivre leurs activités et de justifier des dépenses au sein de leur enveloppe jusqu'au 31/12/2023 ;  
D'approuver les nouvelles ventilations budgétaires jointes à la présente délibération ;  
De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.*

Considérant que suite aux différentes mesures susmentionnées, le délai d'exécution du programme du CRU4 a été prolongé d'un an au total, portant la fin de celui-ci au 31 décembre 2023 ;

Considérant les résultats accomplis par ce projet, dans des conditions compliquées par la crise Covid ;

Considérant qu'indépendamment de ces difficultés le projet rencontre son public et permet de compléter l'offre d'accompagnement pour les tout-petits et leurs parents ;

Considérant que le service Petite Enfance de la commune de Forest et l'asbl le Réseau ont indiqué être en mesure de prolonger le projet au cours de l'année 2023, moyennant un apport complémentaire de 20.000,00 euros, soit 10.000,00 euros par commune ;

Considérant que les deux communes disposent chacune d'une enveloppe de 1.099.500,00 euros à affecter au volet 5°, dit socio-économique ;

Considérant que sur base des différentes réaffectations des crédits non dépensés sur les exercices antérieurs, cette enveloppe est disponible ;

Considérant que pour les besoins du projet, la commune de Forest versera une partie de son subside soit un montant de 23.191,7 € à l'asbl « Réseau Saint-Gillois des mini-crèches » sur base d'une déclaration de créance ;

Considérant que le montant de 23.191,7 € servira à subvenir aux dépenses liées à l'achat de matériel et pallier aux dépenses de fonctionnement et de personnel d'entretien au sein du LREP ;

Considérant qu'une modification a été apportée à l'article 2 de l'avenant 01 quant à l'usage du subside qui sera versé à l'asbl « Réseau Saint-Gillois des mini-crèches » ;

Considérant que cette modification porte sur la destination du matériel acquis et que ce matériel restera propriété de la Récré du Midi que le projet commun aux deux communes soit pérennisé ou

pas ;

Considérant que la ventilation budgétaire proposée était erronée ;

DECIDE :

Charge le Collège de l'exécution de la présente ;

De revoir sa décision du 22 novembre 2022 quant à l'approbation de l'avenant 01 à la convention du 13.01.2020 relatif au projet Lieu de rencontre parents-enfants (LREP) – « La Récré du Midi » ;

D'approuver l'avenant à la convention de partenariat telle que reprise en annexe ;

D'approuver la nouvelle ventilation budgétaire en annexe ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature des avenants ;

De transmettre cette délibération à la Direction de la Rénovation Urbaine.

---

**Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract - SVC 4 “Koningslaan” (Vorst/Sint-Gillis) - Luik 5° van het SVC - sociaal-economische acties - pool Kinderopvang – Goedkeuring van aanhangsel 01 bij de overeenkomst van 13 januari 2020 betreffende het project “Ontmoetingsplaats voor Ouders en Kinderen – La Récré du Midi” – Herziening van zijn beslissing van 22 november 2022.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 14 maart 2023 tot goedkeuring van de begroting 2023 en de voorlopige twaalfden van april en mei 2023;

Gelet op artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeentelijke compatibiliteit;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de “zone voor stedelijke herwaardering” genaamd “ZSH 2016” werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma voor het “Stadsvernieuwingscontract - Koningslaan”;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 19 december 2017 tot goedkeuring van de overeenkomsten tussen het Gewest en de gemeente en tot vastlegging van de subsidiëringsvoorwaarden voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC “Koningslaan”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring

van eerste wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 2 juli 2019 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 Koning;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van de tweede wijziging van het SVC Koning;

Gelet op de beraadslaging voorgelegd aan de gemeenteraad van 16 februari 2021 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 2 bij de overeenkomst van 24 januari 2018 betreffende de subsidiëring van de operaties en acties voorzien in luik 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering, opgesteld in het kader van het SVC 4 Koning;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opschorting van de vervaltermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering, waardoor de vervaltermijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering driemaal met 1 maand worden verlengd;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verlenging van de termijnen van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016, waarbij de uitvoeringstermijn met drie extra maanden wordt verlengd;

Gelet op de ordonnantie van 22 juli 2021 tot verlenging van bepaalde termijnen van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering van 6 oktober 2016;

Gelet op de beraadslaging van het College van 11 oktober 2018 waarin het voorstel van selectiemethodologie van de projecten van het luik 5° van het SVC Koning gevalideerd werd en, in het bijzonder, de doelstelling om thema's die vastgelegd werden in het programma van het SVC Koning intergemeentelijk te behandelen;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 december 2019 tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende het project Kinderopvang dat gezamenlijk wordt uitgevoerd door de dienst Kinderopvang van de gemeente Vorst en de vzw "Réseau Saint-Gillois des mini-crèches";

Gelet op de beraadslaging van het College van 29 september 2022:

*{...} Om alle projectdraggers van het sociaal-economische luik in staat te stellen hun activiteiten voort te zetten en de uitgaven binnen hun enveloppe te verantwoorden tot 31/12/2023;*

*De bij deze beraadslaging gaande nieuwe budgettaire uitsplitsing goed te keuren;*

*Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.*

Overwegende dat als gevolg van de verschillende bovenvermelde maatregelen de uitvoeringstermijn van het programma van SVC 4 in totaal met één jaar wordt verlengd, waardoor het programma op 31 december 2023 afloopt;

Overwegende de resultaten van dit project, onder omstandigheden die door de coronacrisis worden bemoeilijkt;

Overwegende dat ondanks deze moeilijkheden het project zijn publiek tegemoetkomt en het ondersteuningsaanbod voor jonge kinderen en hun ouders kan worden aangevuld;

Overwegende dat de dienst Kinderopvang van de gemeente Vorst en de vzw Réseau hebben

aangegeven dat zij het project in het jaar 2023 kunnen verlengen tegen een bijkomende bijdrage van 20.000 euro, d.w.z. 10.000 euro per gemeente;

Overwegende dat beide gemeenten elk over een enveloppe van 1.099.500 euro beschikken voor luik 5, het zogenaamde sociaal-economische luik;

Overwegende dat deze enveloppe op basis van de verschillende herbestemmingen van de in de vorige dienstjaren niet gebruikte middelen beschikbaar is;

Overwegende dat de gemeente Vorst voor de behoeften van het project een deel van haar subsidie, nl. 23.191,7 euro, zal betalen aan de vzw “Réseau Saint-Gillois des mini-crèches” op basis van een schuldvordering;

Overwegende dat het bedrag van 23.191,7 euro zal dienen om de uitgaven in verband met de aankoop van materiaal te dekken en de werkingskosten en uitgaven voor het onderhoudspersoneel binnen de Ontmoetingsplaats voor Ouders en Kinderen op te vangen;

Overwegende dat in artikel 2 van aanhangsel 01 een wijziging is aangebracht met betrekking tot het gebruik van de subsidie die aan de vzw “Réseau Saint-Gillois des mini-crèches” zal worden uitgekeerd;

Overwegende dat deze wijziging betrekking heeft op de bestemming van het aangekochte materiaal en dat dit materiaal eigendom blijft van La Récré du Midi, ongeacht of het gemeenschappelijke project van beide gemeenten al dan niet wordt voortgezet;

Overwegende dat de voorgestelde budgettaire uitsplitsing foutief was;

BESLIST:

Het College te belasten met de uitvoering hiervan;

Zijn beslissing van 22 november 2022 met betrekking tot de goedkeuring van aanhangsel 01 bij de overeenkomst van 13 januari 2020 betreffende het project Ontmoetingsplaats voor Ouders en Kinderen “La Récré du Midi” te herzien;

Het aanhangsel bij de partnerschapsovereenkomst, zoals die als bijlage gaat, goed te keuren;

De bijgevoegde nieuwe budgettaire uitsplitsing goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de aanhangsels;

Deze beraadslaging over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

#### **4 Revitalisation des quartiers – Finances – Budget 2023 - Modifications numéros 1 et 2 du service ordinaire et extraordinaire.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux ;

Vu les articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant que les différents projets inscrits dans les programmes de revitalisation urbaine sont liés à des délais d'exécution stricts ;

Considérant que les projets de ces programmes et leur ventilation budgétaire ont évolué depuis le budget initial introduit par le service en septembre 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2023 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2023 comme repris dans les tableaux relatifs aux modifications budgétaires numéros 1 et 2.

---

**Heropleving van de wijken – Financiën – Begroting 2023 – Wijzigingen nummer 1 en 2 van de gewone en buitengewone dienst.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 e.v. van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de verschillende projecten opgenomen in de stadsherwaarderingsprogramma's aan strikte uitvoeringstermijnen gebonden zijn;

Overwegende dat de projecten van deze programma's en hun budgettaire uitsplitsing geëvolueerd zijn sinds de oorspronkelijke begroting die in september 2022 door de dienst werd ingediend;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2023 gewijzigd dienen te worden;

BESLIST,

De gewone en buitengewone begroting 2023 te wijzigen zoals weergegeven in de bijgevoegde tabellen met betrekking tot de begrotingswijzigingen nummer 1 en 2.

*16 annexes / 16 bijlagen*

---

**5 Revitalisation des quartiers – ABY – Acquisition pour cause d'utilité publique d'un bien sis Place Saint-Denis 18 – Approbation des modalités d'acquisition.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant le projet de rénovation de l'abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel ;

Considérant que ce projet prévoit, entre autre, la rénovation de l'ancienne Cure Abbesses en espace jeunesse ;



Vu la décision du Conseil Communal du 8 juillet 2022 décidant entre autre :

*D'approuver le cahier des charges N° 2022-T-023 du marché "ABY / Travaux de rénovation d'une maison d'habitation (ancienne Cure) en espace jeunesse", établi par la Cellule Revitalisation des quartiers – ABY. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.*

*D'approuver le montant estimé s'élevant 1.040.727,03 € htva ou 1.259.279,71 21% TVA comprise, auquel il convient d'ajouter 15% pour couvrir les révisions et imprévus;*

*[...]*

*De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux "ABY / Travaux de rénovation d'une maison d'habitation (ancienne Cure) en espace jeunesse » ;*

*[...]* ;

Considérant que la séance d'ouverture des offres s'est déroulée le 22/09/2022 à 11h ;

Considérant que les montants des deux offres reçues dépassent respectivement de 39% et de 47% le montant estimé ;

Vu la décision du Conseil Communal du 18 octobre 2022 décidant entre autre :

*De revoir sa décision du 8 juillet 2022 quant à l'estimation du marché et au mode de financement du marché de travaux de rénovation d'une maison d'habitation (ancienne cure) en espace jeunesse (MP 2022-T-023) ;*

*De porter l'estimation finale à 1.537.576,53 € htva ou 1.860.467,60 € TVA comprise, à laquelle il convient d'ajouter 15% pour couvrir les révisions et imprévus, soit un total de 2.139.537,74 € ;*

*D'inscrire la dépense à l'article 9307/723-60/84 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2022 ;*

*De financer cette dépense à hauteur de 30%, soit 641.861,32 € TVAC, par les fonds FEDER ;*

*De financer le solde de 1.497.676,42 € TVAC par un emprunt à charge de la Commune ;*

Considérant que, quelle que soit l'offre retenue, l'attribution du marché conduirait à des coûts de rénovations supérieurs à 3.300 €/m<sup>2</sup>, tva et imprévus compris, coûts qui semblent élevés au regard de la valeur du bâtiment et du niveau de performance énergétique atteint dans le cadre de la rénovation ;

Considérant par ailleurs que, dans chacune des deux offres reçues, des prix unitaires de postes en quantités présumées et/ou des justifications de prix imprécises feraient courir à la Commune le risque d'importants suppléments en cours de chantier ;

Considérant que le marché n'a dès lors pas pu être attribué en 2022 ;

Considérant que, avant d'attribuer ou de relancer le marché, il y aurait lieu de revoir avec les bureaux d'études la proposition de reconversion de la Cure de manière à limiter les coûts de rénovations ;

Considérant que, dans ces conditions, le planning envisagé pour la relance du marché, son attribution et l'achèvement complet du chantier de reconversion ne sont plus compatibles avec l'exigence FEDER de disposer d'une première infrastructure culturelle opérationnelle en février 2025 ;

Considérant qu'entretemps une opportunité d'acquisition immobilière se présente à la Commune dans la mesure où l'immeuble de l'ancienne agence bancaire ING sis Place Saint-Denis n°18 est actuellement en vente ;

Considérant la situation stratégique de l'immeuble (entre la place Saint-Denis et l'Abbaye), son état (entièrement rénové en 2001), et les superficies disponibles (1.222 m<sup>2</sup> brut versus 696 m<sup>2</sup> dans la Cure après reconversion de l'immeuble) ;

Considérant que cette acquisition peut se faire pour un montant inférieur à celui des travaux de rénovation de la Cure évoqué précédemment ;

Considérant l'opportunité de ce projet d'acquisition au regard de l'argumentation suivante :

- L'acquisition permettrait de diminuer voire d'annihiler le risque de perte de subside FEDER 2014-2021 à l'échéance du 31 décembre 2023 ;
- L'immeuble est exploitable immédiatement, en l'état, et permettrait de garantir la continuité du projet culturel « fABrYk » durant les chantiers de réhabilitation de l'Abbaye ;
- L'immeuble permettrait dans un premier temps de disposer d'une infrastructure opérationnelle en février 2025 (ce qui est une exigence Feder) et de diminuer drastiquement les frais de rénovation nécessaire pour y parvenir ;
- L'immeuble permettrait dans un deuxième temps de redéployer certaines fonctions du pôle culturel ABY (logement de concierge, bureaux de l'équipe de gestion du pôle...) au profit notamment de la bibliothèque et d'espaces à vocation culturelles qui pourraient être libérés dans le prieuré ;
- Cette acquisition permettrait de libérer un important potentiel construit et constructible au niveau de la Cure et de son jardin ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors, pour la Commune, d'envisager l'acquisition de l'immeuble sis place Saint-Denis 18 cadastré sous Forest, 2ème Division, Section C, N°96/W pour une contenance de 5 ares ;

Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe de la Région de Bruxelles-Capitale, particulièrement l'article 161, 2° :

*Sont enregistrés gratuitement :*

*[...]*

*Les cessions amiables d'immeubles pour cause d'utilité publique à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux établissements publics et à tous autres organismes ou personnes ayant le droit d'exproprier ;*

Vu la circulaire 2015/14 du 22 décembre 2015 du Service Public Régional de Bruxelles – Bruxelles Pouvoirs Locaux relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles ;

Considérant le rapport d'estimation réalisé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional en date du 14 mars 2023 ;

Considérant que les frais liés à l'acquisition, comprenant notamment les frais d'honoraires du Notaire et les frais de transcription de l'acte mais pas de frais d'enregistrement en raison de l'acquisition pour cause d'utilité publique, sont estimés à 75.750,00 euros ;

Considérant que les crédits permettant l'acquisition de l'immeuble susmentionné et les frais inhérents à cette acquisition seront inscrits à l'article des dépenses au 9307/712-60/84 « Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2023 lors d'une prochaine modification budgétaire ;

Considérant que l'acquisition du bien concerné peut faire l'objet d'une demande de subvention, à hauteur de maximum 40% de la dépense, auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles en application du décret du 17.07.2002 relatifs à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles ;

Considérant que le solde ou, en cas de non obtention d'un subside de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'intégralité de la dépense pourra être financée par les fonds FEDER ;

Vu que ce bien comporte deux logements et qu'il est dès lors nécessaire de conditionner cette acquisition à une procédure d'intégration dans le parc de logements communaux en conformité avec la réglementation communale.

DECIDE :

(Sous réserve d'approbation de la modification budgétaire 2023 par le Conseil Communal et par la Tutelle Régionale)

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou l'échevin délégué ainsi que la Secrétaire communale, à remettre une offre dans le cadre d'une négociation amiable en vue de l'acquisition de gré à gré de l'immeuble sis Place Saint-Denis 18, cadastré sous Forest, 2<sup>ème</sup> Division, Section C, N°96 W pour une contenance de 05 are;

De limiter le montant maximum d'acquisition à l'estimation du bien établie en date du 14 mars 2023 par le Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional, majorée des frais d'acquisition

ET AU CAS OÙ L'OFFRE DE LA COMMUNE SERAIT ACCEPTEE PAR LE PROPRIETAIRE

D'approuver l'acquisition pour cause d'utilité publique du bien sis Place Saint-Denis 18, cadastré sous Forest, 2<sup>ème</sup> Division, Section C, N°96 W pour une contenance de 05 are;

D'engager le montant de l'acquisition et tous les frais inhérents à cette acquisition à l'article 9307/712-60/84 « Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2023;

De poursuivre la recherche de subventionnement auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles en application du décret du 17.07.2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles;

De financer le solde ou, en cas de non obtention d'un subside de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'intégralité de la dépense par le subside Feder ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, aux fins de signer valablement l'acte notarié pour la Commune de Forest ;

De renoncer à toute action en rétrocession de bien.

---

**Heropleving van de Wijken – ABY – Aankoop ten algemenen nutte van een goed gelegen Sint-Denijsplein 18 – Goedkeuring van de aankoopvoorwaarden.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende het project voor de renovatie van de Abdij van Vorst en haar reconversie tot culturele pool;

Overwegende dat dit project voorziet in de renovatie van de oude pastorie aan de Abdissenstraat tot

jeugdruimte;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 8 juli 2022 waarin onder meer werd beslist:

*Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. 2022-T-023 betreffende de opdracht “ABY / Renovatie van een woonhuis (voormalige pastorie) tot jeugdruimte”, opgesteld door de cel Heropleving van de wijken – ABY. De voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten.*

*Goedkeuring te verlenen aan het bedrag dat geraamd wordt op 1.040.727,03 € excl. btw of 1.259.279,71 €, 21% btw inbegrepen, waar nog 15% bijgerekend moet worden voor de dekking van herzieningen en onvoorziene kosten;*

*[...]*

*Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor aanneming van werken “ABY / Renovatie van een woonhuis (voormalige pastorie) tot jeugdruimte”;*

*[...];*

Overwegende dat de openingszitting van de offertes plaatsvond op 22 september 2022 om 11 uur;

Overwegende dat het bedrag van de twee ontvangen offertes het geraamde bedrag respectievelijk met 39% en 47% overschrijdt;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2022 waarin onder meer werd beslist:

*Zijn beslissing van 8/07/2022 te herzien met betrekking tot de raming van de opdracht en de financieringswijze van de opdracht betreffende renovatiewerken aan een woonhuis (voormalige pastorie) tot jeugdruimte (2022-T-023);*

*De eindraming te brengen op 1.537.576,53 € excl. btw of 1.860.467,60 € btw inbegrepen, waar nog 15% bijgerekend moet worden voor de dekking van herzieningen en onvoorziene kosten, zijnde een totaal van 2.139.537,74 €;*

*De uitgave in te schrijven op artikel 9307/723-60/84 “Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2022;*

*Deze uitgave voor 30%, zijnde 641.861,32 € btw inbegrepen, te financieren met EFRO-fondsen;*

*Het saldo van 1.497.676,42 €, btw inbegrepen, te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;*

Overwegende dat, welke offerte ook wordt gekozen, de gunning van de opdracht zou leiden tot renovatiekosten van meer dan 3.300 euro/m<sup>2</sup>, inclusief btw en onvoorziene kosten, kosten die hoog lijken gezien de waarde van het gebouw en de in het kader van de renovatie bereikte energieprestatie;

Overwegende voorts dat in elk van de twee ontvangen offertes eenheidsprijzen voor posten in veronderstelde hoeveelheden en/of onnauwkeurige prijsverantwoordingen de Gemeente zouden blootstellen aan het risico van aanzienlijke supplementen in de loop van de werkzaamheden;

Overwegende dat de opdracht in 2022 derhalve niet kon worden gegund;

Overwegende dat, alvorens de opdracht te gunnen of opnieuw uit te schrijven, het voorstel voor de verbouwing van de pastorie met de studiebureaus moet worden herzien om de renovatiekosten te beperken;

Overwegende dat onder deze omstandigheden de aangepaste planning voor de start van de opdracht, de gunning ervan en de volledige voltooiing van de verbouwing niet meer verenigbaar zijn met de eis van het EFRO dat een eerste culturele infrastructuur operationeel moet zijn in februari 2025;

Overwegende dat zich intussen voor de Gemeente een mogelijkheid tot aankoop van onroerend goed voordoet, aangezien het gebouw van het voormalige ING-bankkantoor aan het Sint-Denijsplein 18

momenteel te koop staat;

Overwegende de strategische ligging van het gebouw (tussen het Sint-Denijsplein en de Abdij), de staat (volledig gerenoveerd in 2001) en de beschikbare oppervlakte (1.222 m<sup>2</sup> bruto tegenover 696 m<sup>2</sup> in de pastorie na de verbouwing);

Overwegende dat deze aankoop voor een lager bedrag kan dan de genoemde renovatie van de pastorie;

Overwegende de opportuniteit van deze mogelijke aankoop rekening houdend met de volgende argumentatie:

- Door de aankoop kan het risico dat de EFRO-subsidie 2014-2021 op 31 december 2023 verloren gaat, worden beperkt of zelfs geweerd;
- Het gebouw is in de huidige staat onmiddellijk bruikbaar en garandeert de continuïteit van het culturele project “fABrYk” tijdens de restauratie van de Abdij;
- Het gebouw zou het in een eerste fase mogelijk maken dat er een infrastructuur operationeel is in februari 2025 (een EFRO-eis) en zou de daarvoor noodzakelijke renovatiekosten drastisch verlagen;
- Het gebouw zou het mogelijk maken in een tweede fase bepaalde functies van de culturele pool ABY (conciërgewoning, kantoren van het team, ...) te huisvesten, zodat de bibliotheek en de culturele ruimten in de pastorie vrijkomen;
- Deze aankoop zou een groot gebouw en bouwpotentieel op het niveau van de pastorie en de tuin vrijmaken;

Overwegende dat de Gemeente dus de aankoop moet overwegen van het gebouw gelegen Sint-Denijsplein 18, ingeschreven onder Vorst, 2e Afdeling, Sectie C, Nr. 96/W voor een oppervlakte van 5 are;

Gelet op het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 161, 2°:

*Worden kosteloos geregistreerd:*

*[...]*

*Overdrachten in der minne van onroerende goederen ten algemenen nutte, aan Staat, provinciën, gemeenten, openbare instellingen en aan alle andere tot onteigening gerechtigde organismen of personen;*

Gelet op omzendbrief 2015/14 van 22 december 2015 van de GOB Brussel Plaatselijke Besturen betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Overwegende het schattingsverslag van het Gewestelijk Aankoopcomité Onroerende Goederen van 14 maart 2023;

Overwegende dat de kosten verbonden met de aankoop, o.m. het ereloon van de notaris en de kosten van de overschrijving van de akte, met de registratierechten in mindering gebracht aangezien het om een aankoop ten algemenen nutte gaat, op 75.750,00 euro geraamd worden;

Overwegende dat de kredieten die de aankoop van bovenvermeld goed en de inherente kosten van deze aankoop mogelijk maken, ingeschreven worden op artikel van uitgaven 9307/712-60/84 “Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone begroting 2023 bij een volgende begrotingswijziging;

Overwegende dat de aankoop van het betrokken goed het voorwerp kan uitmaken van een subsidieaanvraag bij de Federatie Wallonië-Brussel ten bedrage van 40% van de uitgave, in toepassing van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

Overwegende dat het saldo of, indien geen subsidie van de Federatie Wallonië-Brussel wordt verkregen, de volledige uitgave met EFRO-middelen kan worden gefinancierd;

Overwegende dat dit goed twee woningen omvat en dat deze aankoop derhalve gekoppeld moet worden gesteld aan een procedure voor de opname in het gemeentelijk woningenbestand in overeenstemming met de gemeentelijke regelgeving.

**BESLIST:**

(Onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging 2023 door de Gemeenteraad en door de gewestelijke toezichthoudende overheid)

Toestemming te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of de afgevaardigde schepenen, evenals de Gemeentesecretaris, om een bod in te dienen in het kader van een minnelijke onderhandeling met het oog op de onderhandse aankoop van het gebouw gelegen Sint-Denijsplein 18, gekadastraerd onder Vorst, 2<sup>e</sup> Afdeling, Sectie C, Nr. 96 W, voor een oppervlakte van 05 are;

Het maximumbedrag voor de aankoop te beperken tot de schatting van het goed die op 14 maart 2023 door het Gewestelijk Comité tot Aankoop van Onroerende goederen is vastgesteld, vermeerderd met de aankoopkosten;

**EN INGEVAL DE EIGENAAR HET BOD VAN DE GEMEENTE AANVAARDT**

Goedkeuring te verlenen voor de aankoop ten algemenen nutte van het goed gelegen Sint-Denijsplein 18, gekadastraerd onder Vorst, 2<sup>e</sup> Afdeling, Sectie C, Nr. 96 W voor een oppervlakte van 05 are;

Het bedrag van de aankoop en alle kosten die inherent zijn aan deze aankoop vast te leggen op artikel 9307/712-60/84 “Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone begroting 2023;

De zoektocht naar toelagen bij de Federatie Wallonië-Brussel voort te zetten in toepassing van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

Het saldo of, indien er geen subsidie van de Federatie Wallonië-Brussel wordt verkregen, de volledige uitgave te financieren met de EFRO-subsidie;

Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, teneinde de notariële akte geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst;

Te verzaken aan elke vordering tot doorverkoop van het goed.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **FINANCES - FINANCIËN**

## Comptabilité - Boekhouding

### 6 Finances – Fabrique de l’Eglise du Saint Pie X – Compte 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d’églises ;

Vu l’article 6 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l’ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2022 de la Fabrique de l’Eglise Saint Pie X, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	13.078,97 €	21.624,46 €	34.703,43 €
DEPENSES	19.258,63 €	2.470,95 €	21.729,58 €

EXCEDENT: 12.973,85 €

DECIDE:

D’émettre un avis favorable à l’approbation du compte 2022 de la Fabrique de l’église Saint Pie X.

---

### Financiën – Kerkfabriek van de Heilige Pius X – Rekening 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 4 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2022 van de kerkfabriek van de Heilige Pius X, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	13.078,97 €	21.624,46 €	34.703,43 €
UITGAVEN	19.258,63 €	2.470,95 €	21.729,58 €

OVERSCHOT: 12.973,85 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2022 van de kerkfabriek van de Heilige Pius X.

*1 annexe / 1 bijlage*

## 7 Finances – Fabrique de l’Eglise Saint-Augustin – Compte 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d’églises ;

Vu l’article 6 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l’ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2022 de la Fabrique de l’église Saint-Augustin, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	48.485,32 €	7.940,04 €	56.425,36 €
DEPENSES	38.636,84 €	-	38.636,84 €

EXCEDENT: 17.788,52 €

DECIDE:

D’émettre un avis favorable à l’approbation du compte 2022 de la Fabrique de l’église Saint-Augustin.

---

## Financiën – Kerkfabriek Sint-Augustinus – Rekening 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2022 van de kerkfabriek Sint-Augustinus, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	48.485,32 €	7.940,04 €	56.425,36 €
UITGAVEN	38.636,84 €	-	38.636,84 €

OVERSCHOT: 17.788,52 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2022 van de kerkfabriek Sint-Augustinus.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## 8 Finances – Fabrique de l’Eglise Saint-Denis – Compte 2022.



LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	12.944,32 €	89.033,03 €	101.977,35 €
DEPENSES	20.829,19 €	-	20.829,19 €

EXCEDENT : 81.148,16 €

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2022 de la Fabrique de l'église Saint-Denis.

---

#### **Financiën – Kerkfabriek Sint-Denijs – Rekening 2022.**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikel 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 4 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2022 van de kerkfabriek Sint-Denijs, als volgt vastgesteld door de kerkraad:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
ONTVANGSTEN	12.944,32 €	89.033,03 €	101.977,35 €
UITGAVEN	20.829,19 €	-	20.829,19 €

OVERSCHOT : 81.148,16 €

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2022 van de kerkfabriek Sint-Denijs.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

#### **9 Finances – Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue – Compte 2022.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2022 de la Fabrique de l'église Saint-Antoine de Padoue, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	11.079,43 €	31.335,75 €	42.415,18 €
DEPENSES	12.813,00 €	5.228,87 €	18.041,87 €

EXCEDENT: 24.373,31 €

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2022 de la Fabrique de l'église Saint-Antoine de Padoue.

---

### **Financiën – Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua – Rekening 2022.**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 4 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2022 van de kerkfabriek Sint-Antonius van Padua, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	11.079,43 €	31.335,75 €	42.415,18 €
UITGAVEN	12.813,00 €	5.228,87 €	18.041,87 €

OVERSCHOT: 24.373,31 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2022 van de kerkfabriek Sint-Antonius van Padua.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT**

### **Sports - Sport**

10 **Sports - Marché public - Acquisition de deux défibrillateurs externes automatiques - Approbation des conditions, du mode de passation et de l'attribution - Application de l'article 234 §3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 4 mai 2023 :

*D'approuver l'acquisition de deux défibrillateurs externes automatiques pour le Service des sports;  
D'approuver l'appel d'offre pour le marché « SPORTS - Acquisition de deux défibrillateurs externes automatiques », suivant la fiche technique fournie par le Service interne de prévention et de protection au travail ;*

*De choisir la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché de fourniture, conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;*

*D'approuver la consultation des trois fournisseurs suivants:*

*CARDIOSERVICE, Researchpark 40, 1731 ZELLIK ;*

*DEFIBRION, Industriepark-West 75, 9100 SINT- NIKLAAS ;*

*EURODIST SA, Rue Louis Braille 10, 1402 NIVELLES ;*

*D'approuver le rapport d'analyse des offres rédigé par le Service des sports ;*

*D'attribuer le marché au fournisseur ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit DEFIBRION pour le montant d'offre contrôlé de 2236 euros HTVA ou 2370,16 euros TVAC ;*

*D'inscrire cette dépense à l'article 764/744-51/26 du service extraordinaire du budget 2023 ;*

*De financer cette dépense par emprunt*

DECIDE:

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 4 mai 2023 décidant d'approuver les conditions, le mode de passation et l'attribution du marché lancé par le Service des sports pour l'acquisition de deux défibrillateurs externes automatiques pour les infrastructures sportives.

---

**Sport - Overheidsaankoop – Aankoop van twee externe automatische defibrillatoren - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en gunning - Toepassing artikel 234 §3 en 236 Nieuwe Gemeentewet - Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 4 mei 2023 om:

*De aankoop van twee externe automatische defibrillatoren door de Sportdienst goed te keuren;*

*De aanbesteding voor de opdracht “Sport – Aankoop van twee externe automatische defibrillatoren” goed te keuren, volgens de technische fiche die door de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk werd aangeleverd;*

*Te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze voor de opdracht voor leveringen, overeenkomstig artikel 92 van de Wet van 17 juni 2016 met betrekking tot overheidsopdrachten;*

*Goedkeuring te verlenen voor het consulteren van de volgende leveranciers:*

*CARDIOSERVICE, Researchpark 40, 1731 ZELLIK;  
DEFIBRION, Industriepark-West 75, 9100 SINT-NIKLAAS;  
EURODIST SA, Rue Louis Braille 10, 1402 NIJVEL;*

*Akkoord te gaan met de offerteanalyse opgesteld door de Sportdienst;*

*De opdracht toe te wijzen aan de leverancier die de economisch meest voordelige offerte heeft ingediend, meer bepaald DEFIBRION voor een gecontroleerd bedrag van 2236 euro zonder btw of 2370,16 euro inclusief btw;*

*Deze uitgave in te schrijven op artikel 764/744-51/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2023;*

*Deze uitgave te financieren middels een lening*

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 4 mei 2023 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de gunning van de opdracht uitgeschreven door de Sportdienst voor de aankoop van 2 externe automatische defibrillatoren voor de sportinfrastructuren.

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### Centrale d'achats - Aankoopcentrale

#### 11 Centrale d'achats - Marchés publics - Fourniture de matériel de bricolage - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2024-F-003 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif à la fourniture de matériel de bricolage (2022-F-007) prendra fin le 31 décembre 2023 et qu'il y avait lieu d'en relancer un nouveau pour couvrir les prochaines années ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 mars 2023 de passer un marché public ayant pour objet " Fourniture de matériel de bricolage " (2024-F-003) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 138.842,84 € hors TVA ou 168.000,00 €, 21% TVA comprise pour 2 ans et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses à divers articles budgétaires des codes économiques 123-02, 124-02 et 124-48 du service ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à

approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 mars 2023 de passer un marché public ayant pour objet “ Fourniture de matériel de bricolage ” (2024-F-003) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 138.842,84 € hors TVA ou 168.000,00 €, 21% TVA comprise pour 2 ans et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses à divers articles budgétaires des codes économiques 123-02, 124-02 et 124-48 du service ordinaire des exercices 2024 et 2025.

---

**Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Levering van knutselmateriaal - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 2024-F-003 - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de levering van knutselmateriaal (2022-F-007) afloopt op 31 december 2023 en dat er een nieuwe moet worden uitgeschreven voor de komende jaren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 maart 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Levering van knutselmateriaal” (2024-F-003) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 138.842,84 € excl. btw of 168.000,00 €, 21% btw inbegrepen, voor 2 jaar, en de kredieten voor de financiering van deze uitgaven te vragen op diverse begrotingsartikels met economische code 123-02, 124-02 en 124-48 van de gewone dienst van de dienstjaren 2024 en 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 140.000,00 €) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 maart 2023 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Levering van knutselmateriaal” (2024-F-003) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 138.842,84 € excl. btw of 168.000,00 €, 21% btw inbegrepen, voor 2 jaar, en de kredieten voor de financiering van deze uitgaven te vragen op diverse begrotingsartikels met economische code 123-02, 124-02 en 124-48 van de gewone dienst van de dienstjaren 2024 en 2025.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

12 **Centrale d’achats - Marchés publics - Fourniture de denrées alimentaires non-biologiques - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l’article 234 § 1er de la Nouvelle loi communale - 2024-F-001.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1<sup>er</sup> relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu le décret et l’ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 215.000,00) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le marché public relatif à la fourniture de denrées alimentaires non-biologiques (2023-F-004) prendra fin le 31 décembre 2023 et qu’il y a lieu d’en relancer un nouveau afin de couvrir les deux prochaines années ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-F-001 relatif au marché “Fourniture de denrées alimentaires non-biologiques” établi par la Centrale d’achats, en collaboration avec le service de la Petite Enfance ;

Considérant que ce marché est divisé en :

\* Marché de base (Denrées alimentaires non-biologiques - année 2024), estimé à € 94.339,62 hors TVA ou € 100.000,00, 6% TVA comprise ;

\* Reconduction 1 (Denrées alimentaires non-biologiques - année 2025), estimé à € 94.339,62 hors

TVA ou € 100.000,00, 6% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 188.679,24 hors TVA ou € 200.000,00, 6% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses feront l'objet d'une proposition d'inscription à divers articles budgétaires (codes économiques 124-02 et 123-16) du service ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;

DECIDE:

Art 1er : D'approuver le cahier des charges N° 2024-F-001 et le montant estimé du marché "Fourniture de denrées alimentaires non-biologiques", établis par la Centrale d'achats, en collaboration avec le service de la Petite Enfance. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 188.679,24 hors TVA ou € 200.000,00, 6% TVA comprise pour deux ans (année 2024 et 2025) ;

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable ;

Art 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;

Art 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;

Art 5 : De solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à divers articles budgétaires (codes économiques 124-02 et 123-16) du service ordinaire des exercices 2024 et 2025.

---

**Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Levering van niet-biologische voedingsmiddelen - Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze - Toepassing van artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet - 2024-F-001.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (de geraamde waarde excl. btw is lager dan de drempel van € 215.000,00) en artikel 57 (verlengingen);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels

van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de levering van niet-biologische voedingsmiddelen (2023-F-004) afloopt op 31 december 2023 en dat er een nieuwe moet worden uitgeschreven voor de komende twee jaar;

Overwegende het bestek nr. 2024-F-001 betreffende de opdracht “Levering van niet-biologische levensmiddelen”, opgesteld door de Aankoopcentrale, in samenwerking met de dienst Kinderopvang;

Overwegende dat de opdracht is opgedeeld in:

\* Basisopdracht (Niet-biologische voedingsmiddelen - jaar 2024), geraamd op € 94.339,62 excl. btw of € 100.000,00, 6% btw inbegrepen;

\* Verlenging 1 (Niet-biologische voedingsmiddelen - jaar 2025), geraamd op € 94.339,62 excl. btw of € 100.000,00, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 188.679,24 excl. btw of € 200.000,00, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving op diverse begrotingsartikelen (economische code 124-02 en 123-16) van de gewone dienst van de dienstjaren 2024 en 2025;

BESLIST:

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. 2024-F-001 en het geraamde bedrag van de opdracht “Levering van niet-biologische levensmiddelen”, opgesteld door de Aankoopcentrale, in samenwerking met de dienst Kinderopvang. De voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 188.679,24 excl. btw of € 200.000,00, incl. 6% btw voor twee jaar (2024 en 2025);

Art. 2: De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Art. 3: De opdrachtaankondiging aan te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal niveau;

Art. 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht;

Art. 5: De nodige kredieten te vragen om deze uitgaven te financieren op diverse begrotingsartikelen (economische code 124-02 en 123-16) van de gewone dienst van de dienstjaren 2024 en 2025.

*6 annexes / 6 bijlagen*

---

## **TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

### **Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies**



13 **Développement Durable et Espaces Verts – Parc des Trois Fontaines – Labellisation Réseau Nature – Charte et plan de gestion.**

LE CONSEIL,

Considérant le label Réseau Nature coordonné par l'asbl Natogora et ses 5 engagements :

- ne pas développer des activités humaines entraînant la destruction des milieux naturels ;
- ne pas laisser se développer les espèces exotiques invasives ;
- privilégier les plantes indigènes qui existent à l'état sauvage dans ma région totalement ou partiellement dans mon terrain ;
- respecter la spontanéité de la vie sauvage ;
- renoncer aux pesticides chimiques.

Considérant la charte du label Réseau Nature ci-annexée ;

Considérant que le parc des Trois Fontaines a été labellisé pour la première fois en 2011;

Considérant que le site a évolué depuis 2011 et qu'il convenait d'actualiser le plan de gestion ;

Considérant le plan de gestion ci-annexé réalisé par Natogora en 2019;

DECIDE ;

Art.1. D'approuver le renouvellement du label Réseau Nature du Parc des Trois Fontaines ;

Art.2. D'adopter la charte du label Réseau Nature de Natogora ;

Art.3. D'approuver le plan de gestion du parc des Trois Fontaines ci-annexé.

---

**Duurzame Ontwikkeling en Groene Ruimten – Park Drie Fonteynen – Label Réseau Nature – Handvest en beheerplan.**

DE RAAD,

Overwegende het label Réseau Nature gecoördineerd door de vzw Natogora en de 5 engagementen:

- geen menselijke activiteiten ontwikkelen die tot de vernietiging van natuurlijke milieus leiden;
- het woekeren van invasieve uitheemse plantensoorten tegengaan;
- op het geheel of een gedeelte van mijn terrein de voorkeur geven aan inheemse planten die in mijn streek in het wild voorkomen;
- de spontaneïteit van het wilde leven respecteren;
- geen chemische bestrijdingsmiddelen gebruiken;

Overwegende het bijgevoegde handvest van het label Réseau Nature;

Overwegende dat het park Drie Fonteynen in 2011 voor het eerst een label kreeg;

Overwegende dat de site sinds 2011 is geëvolueerd en dat het beheerplan moest worden bijgewerkt;

Overwegende het bijgevoegde beheerplan dat in 2019 door Natagora is uitgevoerd;

BESLIST,

Art.1. De vernieuwing van het label Réseau Nature van het park Drie Fonteynen goed te keuren;

Art. 2 Het handvest van het label Réseau Nature van Natagora aan te nemen;

Art. 3. Het bijgevoegde beheerplan van het park Drie Fonteynen goed te keuren.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

## Urbanisme, Environnement et Planologie - Stedenbouw, Leefmilieu en Planologie

### 14 Urbanisme - Modification partielle des alignements - Ilot Verrerie/Neerstalle/Lumière - Approbation provisoire - Mise à enquête publique.

LE CONSEIL,

Considérant sa décision du 20 février 2018 :

*« D'abroger définitivement tous les arrêtés d'alignement des voiries communales qui ont été décrétés sur le territoire de la commune de Forest, quelle que soit l'autorité qui les a décrétés ;*

*D'approuver définitivement le plan d'alignement général dressé le 9/06/2017 et modifié le 22/01/2018 en ce qui concerne uniquement les voiries communales pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest ; que les largeurs de voirie et des zones de reculs auront valeurs réglementaires et que toutes les autres côtes du plan d'alignement sont données à titre informatif afin de positionner le domaine public par rapport au domaine privé ;*

*D'approuver définitivement le tableau d'expropriation comprenant les expropriations résultantes d'anciens plans, repris pour mémoire, et l'expropriation envisagée au débouché de l'avenue des Huileries sur la chaussée de Neerstalle ; »*

Considérant qu'un nouvel aménagement est prévu par le Foyer du Sud dans l'ilot entouré par la chaussée de Neerstalle, l'avenue de la Verrerie et la rue Auguste Lumière ;

Considérant que ce projet prévoit la création d'une nouvelle voirie et d'une nouvelle place publique ; qu'il convient de créer un nouvel alignement pour ces nouveaux espaces publics ;

Vu l'article 277 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Considérant que conformément à sa décision de 2018, la précision d'un tel plan ne peut être meilleure que 20 cm et qu'il convient de déclarer les largeurs de voirie et de zones de recul comme seules dimensions ayant valeurs réglementaires ;

Considérant que le projet de modification partiel du plan d'alignement général pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest n'a aucun impact sur quelque propriété que ce soit hormis les propriétés qui seront traversée par la nouvelle voirie et qui sont propriétés du Foyer du Sud ;

DECIDE,

D'approuver provisoirement la modification partielle du plan d'alignement général en ce qui concerne uniquement les voiries communales pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest ;

De soumettre à enquête publique d'un mois le projet de modification partielle du plan d'alignements ;

De soumettre au Conseil Communal pour adoption définitive le plan et les éventuelles réclamations / observations parvenues à l'administration au terme de l'enquête publique, et d'arrêter le plan d'alignement général en ce qui concerne uniquement les voiries communales pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest.

---

**Stedenbouw - Gedeeltelijke wijziging van rooilijnen - Blok Glasblazerij/Neerstalle/Lumière - Voorlopige goedkeuring - Onderwerping aan openbaar onderzoek.**

DE RAAD,

Overwegende zijn beslissing dd 20 februari 2018 :

*“Definitief alle rooilijnbesluiten betreffende gemeentewegen die werden uitgevaardigd op het grondgebied van de gemeente Vorst in te trekken, ongeacht de overheid die ze heeft uitgevaardigd;*

*Goedkeuring te verlenen aan het algemene rooilijnplan, opgesteld op 9/06/2017 en gewijzigd op 22/01/2018, voor wat enkel de gemeentewegen voor het gehele grondgebied van de gemeente Vorst betreft; dat de breedten van de wegenis en van de achteruitbouwstroken reglementaire waarde zullen hebben en dat alle andere cijfers van het rooilijnplan louter ter informatie worden gegeven teneinde het openbare domein te positioneren ten opzichte van het private domein;*

*Definitief goedkeuring te verlenen aan de tabel van onteigeningen met pro memoria de onteigeningen die voortkomen uit eerdere plannen, en de beoogde onteigening aan het kruispunt van de Olieslagerijlaan en de Neerstalsesteenweg;”*

Overwegende dat er een nieuwe inrichting wordt gepland door de Zuiderhaard in het blok omringd door de Neerstalsesteenweg, de Glasblazerijlaan en de Auguste Lumièrestraat;

Overwegende dat dit project tot doel heeft een nieuwe weg en een nieuw openbaar plein aan te leggen; dat voor deze nieuwe openbare ruimten een nieuw rooilijn moet worden vastgesteld;

Gelet op artikel 277 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);

Overwegende dat, overeenkomstig zijn besluit van 2018, de nauwkeurigheid van een dergelijk plan niet beter kan zijn dan 20 cm en dat het aangewezen is de wegbreedten en de inspringstroken tot enige afmetingen met reglementaire waarde te verklaren;

Overwegende dat het ontwerp van gedeeltelijke wijziging van het algemeen rooilijnplan voor het gehele grondgebied van de gemeente Vorst geen enkele weerslag op enig eigendom heeft, met uitzondering van de eigendommen die door de nieuwe weg zullen worden doorkruist en die eigendom zijn van de Zuiderhaard;

BESLIST,

Voorlopig goedkeuring te verlenen aan de gedeeltelijke wijziging van het algemeen rooilijnplan enkel voor wat betreft de gemeentewegen voor het gehele grondgebied van de gemeente Vorst;

De gedeeltelijke wijziging van het rooilijnplan een maand lang te onderwerpen aan een openbaar onderzoek;

Na afloop van het openbaar onderzoek het plan en de eventuele bij het bestuur toegekomen klachten/opmerkingen aan de Gemeenteraad voor te leggen ter definitieve goedkeuring, en het algemeen rooilijnplan voor het gehele grondgebied van de gemeente Vorst aan te nemen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## **Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken**

### **15 Marchés publics - 2021-T-013 - 336 Alseberg - Aménagement Antenne LISA – Modification du mode de financement.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu le cahier des charges N° 2021-T-013 relatif au marché "336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA" établi par le Service Travaux Publics - Grands Chantiers ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 10 mai 2021 approuvant les conditions, le montant estimé, la liste des opérateurs économiques à consulter et la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) de ce marché ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 03 juin 2021 attribuant le marché "336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA" au soumissionnaire ayant remis l'unique offre, à savoir JG Construction srl, Rue Saules Bastin, 28 à 4920 Aywaille, pour le montant d'offre négocié de € 133.999,76 HTVA, € 162.139,70 TVAC, 178.354,00 € TVA et révision comprises :

-Tranche ferme : € 75.804,76 HTVA, € 91.723,75 TVAC, € 100.000,00 TVA et révision comprises

-Tranche conditionnelle : € 58.195,00 HTVA, € 70.415,95 TVAC, € 78.354,00 TVA et révision comprises ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 2 septembre 2021 relative à l'affermissement de la tranche conditionnelle ;

Vu les décisions du Collège des bourgmestre et échevins relatives aux avenants de la Tranche ferme et de la Tranche conditionnelle ;

Considérant que le premier subsidie accordé par le BPS a permis de financer une grande partie des

couts du marché, à savoir la Tranche ferme ;

Considérant que dans le cadre du Palan global de Sécurité et Prévention un subside supplémentaire de BPS a été accordé à la commune de Forest dans le but de renforcer une antenne au niveau local ;

Considérant que conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2022 le montant de subside supplémentaire accordé s'élève à 106.500,00 € ;

Considérant que dès lors il convient de revoir le mode de financement et de financer les dépenses liées à la Tranche Conditionnelles et aux avenants du marché « 2021-T-013 - 336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA » par un subside de 106.500,00 € ;

Considérant que la dépense sera financée par un subside de BPS à l'article de recette 300/663-51/10 (106.500,00 €) et l'éventuel solde par un emprunt, l'article de dépense 300/723-60/10;

DECIDE:

Art 1 : De revoir le mode de financement de la Tranche Conditionnelles et des avenants du marché « 2021-T-013 - 336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA » en les financant par un subside supplémentaire de BPS de 106.500,00 € .

Art 2 : De financer la dépense par le subside supplémentaire de BPS de 106.500,00 € à l'article de recette 300/663-51/10 et l'éventuel solde par un emprunt, l'article de dépense 300/723-60/10.

---

**Overheidsopdrachten - 2021-T-013 - Alsebergsesteenweg 336 - Inrichting Antenne Lisa – Wijziging van de financieringswijze.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het bestek met nr. 2021-T-013 betreffende de opdracht “Alsebergsesteenweg 336 – Inrichting Antenne LISA” opgesteld door de dienst Openbare Werken – Grote Werven;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 mei 2021 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden, de raming, de lijst van de te raadplegen ondernemers en de plaatsingsprocedure van deze opdracht, met name de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 juni 2021 om

de opdracht "Alsebergsesteenweg 336 - Inrichting Antenne Lisa" te gunnen aan de inschrijver die als enige een offerte heeft ingediend, te weten JG Construction srl, Rue Saules Bastin 28, 4920 Aywaille, voor het onderhandelde offertebedrag van € 133.999,76 excl. btw, € 162.139,70 incl. btw, 178.354,00 € btw en herziening inbegrepen :

- Vaste schijf: € 75.804,76 excl. btw, € 91.723,75 incl. btw, € 100.000,00 btw en herziening inbegrepen

- Voorwaardelijke schijf: € 58.195,00 excl. btw, € 70.415,95 incl. btw, € 78.354,00 btw en herziening inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 september 2021 over de bevestiging van de voorwaardelijke schijf;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de aanhangsels van de vaste schijf en van de voorwaardelijke schijf;

Overwegende dat de eerste door BPV toegekende subsidie het mogelijk maakte een groot deel van de kosten van de opdracht, namelijk de vaste schijf, te financieren;

Overwegende dat in het kader van het algemeen veiligheids- en preventieplan een extra subsidie van de BPV aan de gemeente Vorst is toegekend met het oog op de versterking van een antenne op lokaal niveau;

Overwegende dat overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2022 het bedrag van de toegekende aanvullende subsidie € 106.500,00 bedraagt.

Overwegende dat het derhalve dienstig is de financieringsmethode te herzien en de uitgaven in verband met de voorwaardelijke schijf en de aanhangsels van de opdracht "2021-T-013 Alsebergsesteenweg 336 – Inrichting Antenne LISA" te financieren met een subsidie van € 106.500,00;

Overwegende dat de uitgave zal worden gefinancierd met een subsidie van BPV in het artikel van ontvangst 300/663-51/10 (€ 106.500,00) en het eventuele saldo met een lening, in het artikel van uitgave 300/723-60/10;

BESLIST:

Art 1: De financieringswijze van de voorwaardelijke schijf en de aanhangsels van de opdracht "2021-T-013 - Alsebergsesteenweg 336 - Inrichting Antenne LISA" te herzien door ze te financieren met een bijkomende subsidie van BPV van € 106.500,00.

Art 2: De uitgaven te financieren door de aanvullende subsidie van BPV van € 106.500,00 in het artikel van ontvangst 300/663-51/10 en het eventuele saldo door een lening, in het artikel van uitgave 300/723-60/10.

---

16 **Marchés publics - MP-2023-S-015 - Conseil et consultation juridiques en urbanisme et environnement (2023-2025) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 89, § 1, 2° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

*Considérant que le Département Travaux Publics fait régulièrement appel au service de conseil et de consultation juridiques dans le domaine du Droit de l'Urbanisme et de l'Environnement ;*

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 15.000,00 TTC pour les 3 années du marché, soit € 5.000,00 TTC par année;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 mai 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-S-015 - Conseil et consultation juridiques en urbanisme et environnement (2023-2025)», pour un montant à € 15.000,00 TTC pour les 3 années du marché, soit € 5.000,00 TTC par année, les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits à l'article 930/122-03/29 du service ordinaire du budget de l'exercice 2023 et feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à l'article 930/122-03/29 du service ordinaire du budget des exercices 2024 et 2025 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 mai 2023 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2023-S-015 - Conseil et consultation juridiques en urbanisme et environnement (2023-2025)», pour un montant à € 15.000,00 TTC pour les 3 années du marché, soit € 5.000,00 TTC par année, les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits à l'article 930/122-03/29 du service ordinaire du budget de l'exercice 2023 et feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à l'article 930/122-03/29 du service ordinaire du budget des exercices 2024 et 2025.

---

**Overheidsopdrachten – MP-2023-S-015 – Juridische raadpleging en advies inzake stedenbouw en leefmilieu (2023-2025) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 89 §1 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels

van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

*Overwegende dat de dienst Openbare Werken regelmatig een beroep doet op juridische raadpleging en advies op het vlak van stedenbouw en leefmilieu;*

Overwegende dat de raming van deze opdracht 15.000,00 € bedraagt, incl btw voor de 3 jaren van de opdracht, zijnde 5.000,00 € incl. btw per jaar;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-S-015 - Juridische raadpleging en advies inzake stedenbouw en leefmilieu (2023-2025)", voor een bedrag van 15.000,00 € incl. btw voor de 3 jaar van de opdracht, zijnde 5.000,00 € incl. btw per jaar, worden de voor deze uitgaven benodigde kredieten opgenomen in artikel 930/122-03/29 van de gewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2023 en zal de gemeenteraad worden voorgesteld deze kredieten op te nemen in artikel 930/122-03/29 van de gewone dienst van de begroting voor de begrotingsjaren 2024 en 2025;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2023-S-015 - Juridische raadpleging en advies inzake stedenbouw en leefmilieu (2023-2025)", voor een bedrag van 15.000,00 € incl. btw voor de 3 jaar van de opdracht, zijnde 5.000,00 € incl. btw per jaar, worden de voor deze uitgaven benodigde kredieten opgenomen in artikel 930/122-03/29 van de gewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2023 en zal de gemeenteraad worden voorgesteld deze kredieten op te nemen in artikel 930/122-03/29 van de gewone dienst van de begroting voor de begrotingsjaren 2024 en 2025.

---

## **Voirie, Eau, Espaces verts - Wegenis, Water, Groene ruimten**

### **17 Voirie - Avant-projet d'ordonnance établissant le régime juridique de la voirie – Avis de la Commune de Forest.**

LE CONSEIL,

Vu l'avant-projet d'Ordonnance établissant le régime juridique de la voirie ;

Vu le courrier de la Ministre en charge de la Mobilité, des Travaux Publics et de la Sécurité Routière, Mme Elke Van Brandt demandant l'avis des Communes sur cet avant-projet ;

Considérant que cet avant-projet d'ordonnance a pour objectif de clarifier pour le gestionnaire les points suivants :

- de savoir sur quoi porte son pouvoir de gestion (objet du livre 2 : statut de la voirie) ;
- en quoi consiste son pouvoir de gestion (objet du livre 3 : gestion de la voirie) ;
- de quelles armes il dispose pour pouvoir assumer cette gestion (objet du livre 5 : contrôle et sanction).



Considérant que l'exposé des motifs reprend des objectifs de transparence et de simplification administrative à travers notamment :

- la mention du statut administratif de voirie régionale dans la plaque de dénomination de voirie et la tenue d'un registre de voiries régionales ;
- la tenue de plans de délimitation ;
- une clarification dans l'articulation de polices administratives (par exemple, l'article 6.2.6 sur l'alignement de la voirie régionale ou les articles 3.3.1 et suivants sur les titres d'occupation de la voirie régionale) ;
- une clarification du rôle du gestionnaire et de l'objet de sa gestion ;
- l'abrogation de dispositions fédérales et la volonté de disposer d'un seul texte cohérent ;
- la mise en place d'un seul titre d'occupation en matière de chantiers, instauration d'un « guichet unique » situé aux communes pour les autorisations d'occupation hors chantier.

Considérant que plusieurs articles de l'avant-projet ont un impact sur la gestion quotidienne de dossiers traités par la Commune, notamment :

- Manque de concertation pour prendre en compte la réalité communale dans le traitement de demandes d'occupation de l'espace public
- Création d'un guichet unique au sein des communes sans mise à disposition de moyens humains et financiers pour traiter les demandes selon les modalités régionales (différentes des modalités communales)
- Différences de traitement entre citoyens des voiries régionales et communales
- Délais non réalistes pour l'introduction des demandes d'occupation de la voie publique
- Volonté de la Région de s'approprier des matières communales (plaques reprenant les noms de rue) ou de forcer la Commune sur certaines matières (cadre légale pour la gestion des voiries communales)
- Atteinte à l'autonomie communale
- Atteinte aux compétences de police du/de la Bourgmestre

Considérant qu'il est pertinent de remettre un avis sur le texte proposé afin que la réalité de terrain des communes soit prise en compte ;

Considérant que les services techniques communaux proposent un avis joint au dossier ;

DECIDE :

De faire sien l'avis des services techniques communaux joint au dossier ;

De transmettre cet avis à la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) et au cabinet de la Ministre Elke Van Den Brandt.

---

**Wegenis - Voorontwerp van de ordonnantie tot vaststelling van het juridisch stelsel van de weg - Advies van de Gemeente Vorst.**

DE RAAD,

Gelet op het voorontwerp van ordonnantie tot vaststelling van het juridisch stelsel van de weg;

Gelet op de brief van de minister bevoegd voor Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid, mevrouw Elke Van Brandt, die het advies van de gemeenten over dit voorontwerp vraagt;

Overwegende dat dit voorontwerp van ordonnantie tot doel heeft de volgende punten voor de beheerder te verduidelijken:

- weten waarop zijn bevoegdheid betrekking heeft (onderwerp van boek 2: statuut van de weg);
- waarin zijn bevoegdheid bestaat (onderwerp van boek 3: wegbeheer);
- over welke wapens hij beschikt om dit beheer te kunnen uitvoeren (onderwerp van boek 5: controle en sanctionering).

Overwegende dat de memorie van toelichting doelstellingen van transparantie en vereenvoudiging vermeldt, met name door:

- de vermelding van de administratieve status van regionale weg op het straatnaambord en het bijhouden van een register van regionale wegen;
- het bijhouden van afbakeningsplannen;
- verduidelijking bij de formulering van het bestuurlijk beleid (bv. artikel 6.2.6 over de rooilijn van de regionale wegen of artikel 3.3.1 e.v. over de bezettingstitels van de regionale weg);
- de verduidelijking van de rol van de beheerder en het voorwerp van het beheer;
- de opheffing van federale bepalingen en de wens om tot één coherente tekst te komen;
- de invoering van één bezettingstitel voor bouwterreinen, de invoering van één loket in de gemeenten voor vergunningen voor de ingebruikneming van terreinen buiten bouwterreinen;

Overwegende dat verscheidene artikelen van het voorontwerp een impact hebben op het dagelijks beheer van door de gemeente behandelde dossiers, met name:

- gebrek aan overleg om rekening te houden met de gemeentelijke realiteit bij de behandeling van aanvragen voor het gebruik van de openbare ruimte;
- oprichting van één loket binnen de gemeenten zonder terbeschikkingstelling van personeel en financiële middelen voor de behandeling van de aanvragen volgens de gewestelijke procedures (die verschillen van de gemeentelijke procedures);
- verschillen in behandeling tussen burgers van gewestelijke en gemeentelijke wegen;
- onrealistische termijnen voor de indiening van aanvragen voor de bezetting van de openbare weg;
- een poging van het Gewest om zich gemeentelijke aangelegenheden toe te eigenen (straatnaamborden) of de gemeente zaken op te leggen in bepaalde materies (wettelijk kader voor het beheer van gemeentewegen);
- schending van de gemeentelijke autonomie;
- schending van de politiebevoegdheden van de burgemeester;

Overwegende dat het relevant is advies uit te brengen over de voorgestelde tekst, zodat er rekening zou worden gehouden met de realiteit op het terrein van de gemeenten;

Overwegende dat de gemeentelijke technische diensten een bij het dossier gevoegd advies voorstellen;

**BESLIST:**

Zich aan te sluiten bij het bij het dossier gevoegde advies van de gemeentelijke technische diensten;

Dit advies over te maken aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit) en aan het kabinet van minister Elke Van Den Brandt.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## **Propreté publique - Openbare netheid**

### **18 Propreté publique - Marché public - Location de caméras permettant la capture, l'enregistrement et le transfert sécurisé d'images d'infraction en matière de propreté dans l'espace public - Approbation des conditions et du mode de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant la nécessité de relancer le marché "Location de caméras permettant la capture, l'enregistrement et le transfert sécurisé d'images d'infraction en matière de propreté dans l'espace public";

Considérant que l'installation de caméras temporaires fixes pouvant être déplacées sur tout le territoire communal permet de sanctionner plus d'incivilités et d'améliorer la propreté des rues en faisant diminuer le nombre de dépôts clandestins;

Considérant que ce marché est subsidié dans sa totalité par Bruxelles Propreté ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 février 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché "Location de caméras permettant la capture, l'enregistrement et le transfert sécurisé d'images d'infraction en matière de propreté dans l'espace public" et approuvant l'estimation du marché soit à 43.000 € hors TVA ou 52.030,00 € 21% TVA comprise et décidant d'inscrire les dépenses à l'article 87540/124-06/73 et les recettes à l'article 87540/465-48/73 du service ordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 mars 2023 d'approuver la modification de l'estimation du marché et de la porter à 43.200 € HTVA ;

DECIDE:

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestre et échevins :

1. Décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 février 2023 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché "Location de caméras permettant la capture, l'enregistrement et le transfert sécurisé d'images d'infraction en matière de propriété dans l'espace public" et approuvant l'estimation du marché soit à 43.000 € hors TVA ou 52.030,00 € 21% TVA comprise et décidant d'inscrire les dépenses à l'article 87540/124-06/73 et les recettes à l'article 87540/465-48/73 du service ordinaire du budget de l'exercice 2023 ;
2. Décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 mars 2023 d'approuver la modification de l'estimation du marché et de la porter à 43.200 € HTVA.

---

**Openbare netheid - Overheidsopdracht - Verhuur van camera's voor het vastleggen, opnemen en beveiligd doorsturen van beelden van inbreuken inzake netheid in de openbare ruimte - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de opdracht "Verhuur van camera's voor het vastleggen, opnemen en beveiligd doorsturen van inbreuken inzake netheid in de openbare ruimte" opnieuw uit te schrijven;

Overwegende dat de installatie van tijdelijke vaste camera's die over heel het gemeentelijk grondgebied kunnen worden verplaatst het mogelijk maakt om meer daden van overlast te bestraffen en de netheid van de straten te verbeteren door sluikestorten te verminderen;

Overwegende dat deze opdracht volledig gesubsidieerd wordt door Net Brussel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 februari 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "Verhuur van camera's voor het vastleggen, opnemen en beveiligd doorsturen van inbreuken inzake netheid in de openbare ruimte" en tot goedkeuring van de raming van de opdracht, zijnde 43.000 € excl. btw of 52.030,00 €, 21% btw inbegrepen, en waarbij beslist werd om de uitgaven in te schrijven op artikel 87540/124-06/73 en de ontvangsten op artikel 87540/465-48/73 van de gewone dienst van de begroting van dienstjaar 2023;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 maart 2023 om de wijziging van de raming van de opdracht goed te keuren en deze te brengen op 43.200 € excl. btw;

BESLIST

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 februari 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Verhuur van camera's voor het vastleggen, opnemen en beveiligd doorsturen van inbreuken inzake netheid in de openbare ruimte” en tot goedkeuring van de raming van de opdracht, zijnde 43.000 € excl. btw of 52.030,00 €, 21% btw inbegrepen, en waarbij beslist werd om de uitgaven in te schrijven op artikel 87540/124-06/73 en de ontvangsten op artikel 87540/465-48/73 van de gewone dienst van de begroting van dienstjaar 2023;

2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 maart 2023 om de wijziging van de raming van de opdracht goed te keuren en deze te brengen op 43.200 € excl. btw.

---

## PRÉVENTION - PREVENTIE

### Cohésion sociale - Sociale cohesie

#### 19 Cohésion sociale – Répartition de l'enveloppe Impulsion 2023 et signature des conventions particulières avec les promoteurs – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets Impulsion 2023 lancé par la Commission communautaire française le 8 septembre 2022 ;

Considérant que 18 projets ont été introduits par des asbl forestoises ;

Considérant que la date limite de remise des projets était le 18 octobre 2022 ;

Considérant que l'enveloppe Impulsion s'élève à 154 915 € ;

Considérant l'accord de la Commission de Concertation sur la méthode d'évaluation des projets le 11 octobre 2022 ;

Considérant que les associations ont eu la possibilité de présenter leurs projets lors de la Commission de Concertation du 15 novembre 2022 ;

Considérant que les 18 projets ont été évalués d'après les critères proposés par la COCOF (repris en annexe) ;

Considérant que 14 projets ont été retenus à savoir ceux des asbls : *APOMSA, Atoll, Bras dessus Bras dessous, Entraide & Culture, EVEIL, Feynuus, Forest Quartiers Santé, Habitat et Rénovation, Le Cairn, Maison de Quartier Saint-Antoine, Maison des Jeunes de Forest, Medina, Partenariat Marconi et Une Maison en Plus* ;

Considérant la validation de la répartition de l'enveloppe par la Commission de Concertation communale de Cohésion de Forest en date du 8 décembre 2022 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 22 décembre 2022 arrêtant la répartition de l'enveloppe Impulsion 2023 ;

Considérant que la Commune de Forest a présenté un projet pour couvrir des frais de fonctionnement et de personnel ;

Vu l'arrêté 2023/223 du Collège de la COCOF octroyant une subvention aux projets présentés par les Communes pour couvrir des frais de fonctionnement et/ou de personnel approuvés pour 2023 dans le cadre de l'appel à projets Impulsion volet local – AB 22 002 27 03 ;

Vu l'article 2 de l'arrêté 2023/223 du Collège de la COCOF, le montant de 154.915 € est octroyé à la Commune de Forest comme financement de son projet dans le cadre de l'Impulsion portant sur la période située entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 décembre 2023. Les frais couverts sont des frais de fonctionnement et/ou de personnel ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE,

D'approuver la répartition 2023 de l'enveloppe Impulsion du programme de Cohésion sociale telle que reprise en annexe ;

D'approuver les conventions particulières Impulsion 2023 ci-annexées entre la Commune et les promoteurs ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins le pouvoir de signer les conventions particulières avec les associations *APOMSA, Atoll, Bras dessus Bras dessous, Entraide & Culture, EVEIL, Feynuus, Forest Quartiers Santé, Habitat et Rénovation, Le Cairn, Maison des Jeunes de Forest, Maison de Quartier Saint-Antoine, Medina, Partenariat Marconi et Une Maison en Plus.*

---

**Sociale cohesie – Verdeling van de Impulsion 2023-enveloppe en ondertekening van de bijzondere overeenkomsten met de promotoren – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep Impulsion 2023 gelanceerd door de Franse Gemeenschapscommissie op 8 september 2022 ;

Overwegende dat 18 projecten zijn ingediend door Vorstse vzw's ;

Overwegende dat de uiterste datum voor indiening van de projecten 18 oktober 2022 was;

Overwegende dat de Impulsion-enveloppe 154.915 € bedraagt ;

Overwegende dat de Overlegcommissie op 11 oktober 2022 overeenstemming heeft bereikt over de methode voor de evaluatie van de projecten ;

Overwegende dat de verenigingen de gelegenheid hebben gehad hun projecten tijdens de Overlegcommissie van 15 november 2022 voor te stellen ;

Overwegende dat de 18 projecten zijn geëvalueerd volgens de door de Franse Gemeenschapscommissie (FGC) voorgestelde criteria (als bijlage) ;

Overwegende dat 14 projecten zijn geselecteerd, namelijk die van de vzw's *APOMSA, Atoll, Bras dessus Bras dessous, Entraide & Culture, EVEIL, Feynuus, Forest Quartiers Santé, Habitat et Rénovation, Le Cairn, Buurthuis Sint-Antonius, Jeugdhuis van Vorst, Medina, Partenariat Marconi en Une Maison en Plus* ;

Overwegende de validatie van de verdeling van de enveloppe door de gemeentelijke Overlegcommissie voor Cohesie van Vorst op 8 december 2022 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 tot bepaling van de verdeling van de Impulsion 2023-enveloppe ;

Overwegende dat de gemeente Vorst een project heeft ingediend om werkings- en personeelsuitgaven te dekken ;

Gelet op het besluit 2023/223 van het College van de FGC tot toekenning van een subsidie aan de door de gemeenten ingediende projecten om werkings- en/of personeelsuitgaven te dekken die voor 2023 zijn goedgekeurd in het kader van de projectoproep Impulsion volet local – AB 22 002 27 03 ;

Gelet op artikel 2 van het besluit 2023/223 van het College van de FGC wordt het bedrag van 154.915 € toegekend aan de gemeente Vorst als financiering van haar project in het kader van Impulsion voor de periode tussen 1 januari 2023 en 31 december 2023. De gedekte kosten zijn werkings- en/of personeelsuitgaven ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de verdeling 2023 van de Impulsion-enveloppe van het programma voor Sociale Cohesie zoals opgenomen in de bijlage ;

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde bijzondere Impulsion 2023-overeenkomsten tussen de gemeente en de promotoren ;

Het College van Burgemeester en Schepenen machtiging te verlenen om de bijzondere overeenkomsten met de verenigingen *APOMSA, Atoll, Bras dessus Bras dessous, Entraide & Culture, EVEIL, Feynuus, Forest Quartiers Santé, Habitat et Rénovation, Le Cairn, Jeugdhuis van Vorst, Buurthuis Sint-Antonius, Medina, Partenariat Marconi en Une Maison en Plus* te ondertekenen.

*17 annexes / 17 bijlagen*

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Mobilité - Mobiliteit

- 20 **Mobilité - Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'engagement d'un équivalent temps-plein (ETP) pour le développement, la mise en oeuvre et le suivi du Plan d'actions Communal de Sécurité routière.**

LE CONSEIL,

Vu le Plan Régional de Mobilité ;

Vu le plan communal de mobilité approuvé par le Conseil Communal du 20 septembre 2022 ;

Vu le Plan d'Actions Régional de Sécurité Routière 2021-2030 adopté par le Gouvernement bruxellois le 16 décembre 2021 ;

Considérant que ce Plan d'Actions Régional de sécurité routière a pour objectif d'atteindre 0 tué et 0 blessé grave à l'horizon 2030 et que pour ce faire, une logique de Safe System a été mise en place. Ceci signifie que l'ensemble des partenaires impliqués dans la sécurité routière doivent participer, chacun à leur échelle, à l'amélioration du système global.

Considérant que les communes sont un acteur central de la politique régionale de Sécurité Routière et qu'il s'agit, pour les communes d'une part de mettre en place les actions pour lesquelles elles sont identifiées comme pilote, et d'autre part de suivre les actions dont (ou pour lesquelles) elles sont partenaires ;

Considérant que les actions du plan régional de sécurité routière concernant les communes sont les suivantes:

- Action 1: Les communes élaborent et mettent en oeuvre un plan d'actions de Sécurité routière basé sur le plan Good Move et le plan d'actions Sécurité routière régional
- Action 2: La mise en oeuvre du Plan d'Actions Régional est régulièrement suivie via les indicateurs prévus
- Action 13 : La Région organise un soutien financier pérenne, via le fonds régional de Sécurité routière, pour les communes et les zones de police. La Région met à disposition des communes des marchés de type centrales d'achats (Etudes- Travaux (fourniture-pose))
- Action 14: Les vitesses pratiquées font l'objet de nombreux contrôles sur les voiries régionales et communales
- Action 15: Mettre en place une politique de sanctions strictes et homogènes entre zones de police
- Action 17: L'inventaire des zones à concentration d'accidents est mis à jour tous les 2 ans ; elles sont étudiées, planifiées et leur résolution fait l'objet d'un suivi et d'une communication réguliers
- Action 18: Ville 30, poursuivre la crédibilisation des voiries à 30 km/h et la sécurisation des voiries à 50 ou 70 km/h
- Action 19: Les traversées piétonnes et cyclistes, ainsi que les carrefours font l'objet d'une sécurisation (issu du workshop)
- Action 20: Les abords d'écoles offrent des conditions d'accès sûres, s'inscrivent dans des routes scolaires et s'intègrent progressivement dans leur quartier (issu du workshop)
- Action 28 : Renforcer le rôle d'exemple de Bruxelles Mobilité, en promouvant, pour les flottes publiques, l'acquisition de véhicules équipés ou aménagés en vue de favoriser la sécurité routière des autres usagers.
- Action 29 : Mettre en place les conditions nécessaires à l'utilisation du système ISA (Intelligent Speed Assistance)
- Action 30 : Prospective sur la micromobilité, en impliquant le citoyen, afin de prévenir et anticiper les nouveaux risques en terme de sécurité routière.

Considérant que l'action 13 du programme SAFE SYSTEM institue un soutien financier continu aux partenaires du Safe system ;

Considérant que ce financement s'ajoute aux appels déjà existants pour les communes, en termes de



sécurisation, infrastructure, mobilité et changement modal.

Vu l'appel à projets de Bruxelles Mobilité permettant de concrétiser l'action 13 du programme SAFE SYSTEM par l'engagement d'un ETP pour une durée de deux ans ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 2 mars 2023 de répondre à l'appel à projets de Bruxelles Mobilité ;

Vu l'email de Brulocalis informant que la Région a augmenté le subside pour le financement d'un coordinateur Sécurité routière communal en passant de 2 à 3 ans, pour un montant total donc de 195.000€ (au lieu de 130.000€) ;

Considérant que Bruxelles Mobilité a accepté le dossier de candidature de la Commune de Forest et que par conséquent, la subvention pour l'engagement d'un équivalent temps-plein pour une période de trois ans est octroyée à la Commune de Forest ;

Considérant la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assistée de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

---

**Mobiliteit - Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de indiening van een voltijds equivalent (VTE) voor de ontwikkeling, de uitvoering en de opvolging van het Gemeentelijk Actieplan Verkeersveiligheid.**

DE RAAD,

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan;

Gelet op het gemeentelijk mobiliteitsplan dat op 20 september 2022 door de gemeenteraad werd goedgekeurd;

Gelet op het Gewestelijk Actieplan Verkeersveiligheid 2021-2030 dat op 16 december 2021 door de Brusselse regering is aangenomen;

Overwegende dat dit Gewestelijk Actieplan Verkeersveiligheid tot doel heeft tegen 2030 nul doden en nul zwaargewonden te hebben en dat om dit te bereiken een Safe System-benadering werd opgezet. Dit betekent dat alle bij de verkeersveiligheid betrokken partners, elk op hun eigen niveau, moeten deelnemen aan de verbetering van het globale systeem.

Overwegende dat de gemeenten een centrale rol spelen in het gewestelijk verkeersveiligheidsbeleid en dat het erom gaat dat de gemeenten enerzijds de acties opzetten waarvoor zij als verantwoordelijke worden aangewezen en anderzijds de acties opvolgen waarvan zij (of waarvoor zij) partners zijn:

Overwegende dat de acties van het gewestelijk verkeersveiligheidsplan met betrekking tot de gemeenten de volgende zijn:

- Actie 1: De gemeenten ontwikkelen een actieplan voor verkeersveiligheid op basis van het Good Move-plan en het gewestelijk actieplan voor verkeersveiligheid, en voeren dit uit

- Actie 2: De uitvoering van het gewestelijke actieplan wordt regelmatig getoetst aan de vastgestelde indicatoren
- Actie 13: Het Gewest regelt via het gewestelijk verkeersveiligheidsfonds permanente financiële steun voor de gemeenten en politiezones. Het Gewest geeft de gemeenten de mogelijkheid om aan te sluiten bij opdrachten via een aankoopcentrale (studies, werken (levering en installatie))
- Actie 14: De snelheid op de gewest- en gemeentewegen wordt meer gecontroleerd
- Actie 15: Een strikt en homogeen sanctiebeleid tussen de politiezones voeren
- Actie 17: De inventaris van de ongevalgevoelige zones wordt om de twee jaar geüpdatet; de zones worden bestudeerd en geplanifieerd, en hun oplossing vormt het voorwerp van regelmatige opvolging en communicatie
- Actie 18: Stad 30, de wegen met 30 km/u verder geloofwaardig maken en de wegen met 50 of 70 km/u veiliger maken
- Actie 19: Oversteekplaatsen voor voetgangers en fietsers en kruispunten veiliger maken (naar voren gekomen in de workshop)
- Actie 20: De schoolomgevingen garanderen veilige toegangsvoorwaarden, maken deel uit van de schoolroutes en worden geleidelijk geïntegreerd in hun buurt (naar voren gekomen in de workshop)
- Actie 28: De voorbeeldrol van Brussel Mobiliteit versterken, door voor overheidsvlotten de aankoop te bevorderen van voertuigen die zijn uitgerust of ingericht om de verkeersveiligheid van de andere weggebruikers te bevorderen.
- Actie 29: De voorwaarden creëren die nodig zijn met het oog op het gebruik van het systeem ISA (Intelligent Speed Assistance)
- Actie 30: Vooruitzichten op micromobiliteit, waarbij de burgers worden betrokken, om de nieuwe risico's op het vlak van verkeersveiligheid te voorkomen en erop te anticiperen.

Overwegende dat actie 13 van het Safe System-programma voorziet in permanente financiële steun aan de partners van het Safe System;

Overwegende dat deze financiering een aanvulling vormt op de reeds bestaande oproepen voor de gemeenten op het gebied van beveiliging, infrastructuur, mobiliteit en modal shift.

Gelet op de projectoproep van Brussel Mobiliteit die de concretisering van actie 13 van het Safe System-programma mogelijk maakt door de indienstneming van een VTE voor een periode van twee jaar;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 2 maart 2023 om te reageren op de projectoproep van Brussel Mobiliteit;

Gelet op de e-mail van Brulocalis waarin wordt meegedeeld dat het Gewest de subsidie voor de financiering van een gemeentelijke coördinator verkeersveiligheid heeft verhoogd van 2 naar 3 jaar, voor een totaalbedrag van 195.000 € (in plaats van 130.000 €).

Overwegende dat Brussel Mobiliteit het aanvraagdossier van de gemeente Vorst heeft aanvaard en dat bijgevolg de subsidie voor de indienstneming van een voltijds equivalent voor een periode van drie jaar aan de gemeente Vorst wordt toegekend;

Overwegende de bij het dossier gevoegde overeenkomst;

**BESLIST:**

De bij het dossier gevoegde overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

### **Secrétariat - Secretariaat**

#### **21 Interpellation concernant les tensions au niveau du service des sports (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal)**

Nous apprenons pas la presse que, soutenus par la CGSP, la quasi-totalité des employés du service des Sports était en arrêt de travail le jeudi 4 mai dernier en matinée et que certains d'entre eux avaient été reçus par le Collège qui se réunissait au même moment.

Il est évoqué un climat délétère de tension, "un Etat dans l'Etat", de l'insubordination, des menaces et des intimidations provenant de deux collègues du service des sports qui « profitent de la situation pour en faire le moins possible », qui filmeraient et enregistreraient leurs collègues, et disposeraient d'informations confidentielles sur eux .

Ce que les manifestants déplorent, c'est l'absence de mesures à leurs égards et de l'ingérence politique. Selon les employés en arrêt de travail, l'un des deux employés visés par les plaintes serait couvert par la bourgmestre. Ce qu'elle dément dans la presse.

Certains expriment avoir peur. D'autant plus que l'une des deux personnes ciblées par la colère des autres agents a été entendue par le collègue en avril et aucune suite n'aurait été apportée parce qu'il n'y aurait pas eu assez d'éléments dans le rapport lui permettant de prendre une sanction.

Je ne connais pas les personnes impliquées mais je déplore ces tensions inquiétantes qu'on ne peut laisser pourrir. Je relève enfin, toujours via la presse, que les employés annoncent vouloir mener un arrêt de travail de 50 minutes par jour tant que le dialogue n'est pas entamé et tant que le Collège n'aura pas pris ses responsabilités.

Mes questions seront les suivantes :

1. Pourriez-vous décrire la situation exacte et les tensions au service des sports ?
2. Disposiez-vous déjà d'indices ou d'informations quant à des tensions au sein du service des sports avant cette manifestation du 4 mai et l'audition d'un des agents du service par le Collège en avril ?
3. Combien d'employés communaux ont été en arrêt de travail et quelles sont leurs fonctions ? Quelles sont les fonctions des deux agents visés par les plaintes de leurs collègues ?
4. Quelles sont les mesures préventives qui ont été prises pour assurer un minimum de sérénité au sein du service ?
5. Quelles sont les mesures plus structurelles qui seront prises dans ce cadre ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

---

## **Interpellatie Interpellatie over de spanningen bij de sportdienst (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid)**

Via de pers vernemen we dat bijna alle werknemers van de Sportdienst, gesteund door de ACOD, afgelopen donderdag 4 mei 's ochtends het werk onderbroken hebben en dat sommigen onder hen ontvangen zijn door het College, dat op dat moment vergaderde.

Er wordt melding gemaakt van een negatief klimaat van spanning, "een staat in de staat", insubordinatie, bedreigingen en intimidatie door twee collega's van de Sportdienst die "van de situatie profiteren om zo min mogelijk te doen", die hun collega's zouden filmen en opnemen, en over vertrouwelijke informatie over hen zouden beschikken.

Wat de demonstranten betreuren, is het gebrek aan maatregelen ten aanzien van deze mensen en de politieke inmenging. Volgens de werknemers die hun activiteiten hebben gestaakt, wordt een van de twee medewerkers over wie wordt geklaagd, beschermd door de burgemeester. Zij ontkent dit in de pers.

Sommigen geven aan dat ze bang zijn. Vooral omdat een van de twee mensen op wie de woede van de andere personeelsleden gericht is, in april door het College gehoord werd en hieraan geen enkel gevolg is gegeven omdat er te weinig elementen in het verslag stonden om een sanctie op te leggen.

Ik ken de betrokkenen niet, maar ik betreur deze zorgwekkende spanningen die men niet mag laten etteren. Tot slot merk ik op, nog steeds via de pers, dat de werknemers aankondigen dat zij elke dag een werkonderbreking van 50 minuten zullen houden zolang er geen dialoog op gang wordt gebracht en zolang het College zijn verantwoordelijkheid niet neemt.

Mijn vragen zijn de volgende:

1. Kunt u de exacte situatie en de spanningen bij de Sportdienst beschrijven?
2. Had u al aanwijzingen of informatie over de spanningen bij de Sportdienst vóór deze demonstratie op 4 mei en het horen van een van de personeelsleden van de dienst door het College in april?
3. Hoeveel gemeentemedewerkers hebben het werk onderbroken en wat is hun functie? Wat zijn de taken van de twee werknemers over wie door de collega's wordt geklaagd?
4. Welke preventieve maatregelen zijn er genomen om een minimum aan rust binnen de dienst te garanderen?
5. Wat zijn de structurelere maatregelen die in dit verband zullen worden genomen?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **22 Interpellation relative au respect du statut bilingue de la commune de Forest (à la demande de Monsieur Van Vlasselaer, conseiller communal) (Complémentaire)**

**Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les membres du collège communal,  
A/ Les faits**

Le 24 mars 2023, les habitants et les entreprises du quartier de Forest-Midi ont reçu dans leur boîte aux lettres un courrier émanant de l'«Agentschap Wegen en Verkeer Vlaams-Brabant » , sise Diestsepoort, 6 à Leuven 3000.

Il s'agit d'une lettre circulaire annonçant des travaux de reconstruction de la piste cyclable et

d'entretien du boulevard de l'Humanité, lesquels se prolongeront en mai et juin 2023.

Ce même courrier évoque également les problèmes importants de circulation engendrés par les dits travaux

Je salue l'effort d'information à la population forestoise consenti par l'agence de la Région flamande. Toutefois il faut relever que ce courrier est uniquement rédigé en langue néerlandaise... ce qui entraîne des problèmes de compréhension pour une population à 90% francophone ...et donc une communication largement inefficace dans les faits !

## **B/ Conséquences des faits**

Ce courrier n'est pas conforme au prescrit des lois sur l'emploi des langues en matière administrative qui sont d'application en Région de Bruxelles-Capitale, lesquelles clairement imposent la diffusion des avis publics dans les deux langues officielles de celle-ci.

S'agissant d'un service régional flamand, il y a lieu à de se référer à l'art.35 des dites lois qui prescrit :  
« §1<sup>er</sup> Tout service régional dont l'activité s'étend

- a. Soit exclusivement à des communes de Bruxelles-Capitale
- b. Soit à des communes de Bruxelles-Capitale et ,en même temps, à des communes d'une des régions de langue française ou de langue néerlandaise ou de ces deux régions

est soumis au même régime que les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale « ,  
Il est donc renvoyé à l'art.18 lequel précise : »Les services ...rédigent en français et en néerlandais les avis, les communications et les formulaires destinés au public »

Par ailleurs,

L'art. 123 de la loi communale précise : « Le collège des bourgmestre et échevins est chargé : 1° de l'exécution des lois, des décrets, des ordonnances... »

Et l'art.133 de la loi précitée prescrit : « Le bourgmestre est chargé de l'exécution des lois, des décrets, des ordonnances ...à moins qu'elle ne soit formellement attribuée au collège ...ou au conseil communal »

En outre, l'Accord de majorité communale (2018-2024) de Forest indique à sa page 4 : "*Nous voulons une commune transparente, à l'écoute de sa population et qui favorise la participation réelle et effective des citoyen.ne.s à la prise de décision...*"

## **3/ Mes questions**

3.1 Le collège a-t-il envoyé un courrier ou pris contact avec l'autorité flamande concernée pour attirer son attention sur le fait que l'avis distribué ne respecte pas le prescrit des lois linguistiques ?

3.2 Le collège a-t-il attiré l'attention de l'autorité concernée sur le fait que les habitants de la commune de Forest touchés par les travaux en cause n'ont pas été adéquatement informés dans un délai raisonnable de la nature et de l'importance de ceux-ci et que dès lors il y avait lieu de postposer l'ouverture du chantier ?

3.3 A défaut de réaction rapide de l'autorité concernée, quelles mesures le collège a-t-il mises en œuvre pour assurer l'égalité de traitement des habitants de la commune conformément aux priorités énoncées dans la déclaration de politique générale de la majorité, notamment au point 2 Information et transparence, page 5, 5<sup>ème</sup> alinéa, « Améliorer l'information aux habitant(e)s en matière de travaux publics... » ?

---

**Interpellatie over de naleving van het tweetalig statuut van de gemeente Vorst (op vraag van de heer Van Vlasselaer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

**23 Interpellation concernant la gestion du stationnement, les dysfonctionnements des horodateurs et l'impact sur les Forestois et ses forces vives" (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal). (Complémentaire)**

A plusieurs reprises déjà, j'ai eu l'occasion de vous interroger sur la gestion du stationnement et plus particulièrement le fonctionnement des horodateurs. Et malgré une nouvelle réglementation votée par le Conseil communal, il semble que les problèmes ne soient absolument pas résolus.

Je reviens donc devant vous aujourd'hui avec différents problèmes que je relaie de citoyens, qu'ils soient riverains, commerçants, indépendants ou visiteurs.

Je pense notamment aux difficultés d'envoyer les messages et les codes visiteurs via l'application 4411 avec l'impact sur le portefeuille des personnes victimes de cette complexité puisque, en zone événement, l'erreur se paie cash, 50€, alors même que l'intention était d'utiliser une carte/code visiteur.

Je prends par ailleurs l'exemple d'un patient venu à mon cabinet à 19h, un jour de concert, qui a dû payer 50€ de redevance. Pourquoi ? Parce que les codes reçus ne sont pas valables en période d'événement. Or, j'ai, pour ce qui me concerne – mais mon cas n'est évidemment pas unique, si c'était le cas, je ne vous interpellerais pas –, commandé des codes visiteurs et des codes événements ; et sur les deux listes de codes, il est mentionné que ces codes des deux listes ne sont pas valables lors d'une période événement ! est-ce normal ?!

Par ailleurs, il semble que ce nouveau règlement pose d'énormes problèmes au club sportif situé dans la zone événement que je n'ai plus besoin de présenter, Forest Domaine. De nombreux membres ou clients du restaurant vont aujourd'hui voir ailleurs. Je prends ici l'exemple de Forest Domaine, mais cela vaut évidemment tout autant pour les professions libérales et commerces situés dans la zone Événement de Forest National.

Encore une fois, je fais appel à votre bon sens et à votre sens de l'écoute pour résoudre les différents problèmes rencontrés et non encore résolus par la commune et Parking.brussels, pour faire de Forest une commune « hospitalière » et attractive ! Et une concertation avec les forces vives forestoises et les riverains concernés ne serait pas du luxe...

Dès lors, j'aimerais vous poser les questions suivantes :

1. Etes-vous au courant des dysfonctionnements actuels des codes visiteurs ?
2. Qu'en est-il de la demande de dérogation faite à la Région pour revenir au système de cartes visiteurs antérieurs connus des utilisateurs et plus facile à utiliser ?
3. Pourriez-vous rapidement organiser une concertation avec les acteurs économiques et riverains de la zone Événement, en présence de Parking.brussels, afin de faire remonter tous les dysfonctionnements, toutes les plaintes et veiller à ce que le système proposé pour gérer le stationnement autour de Forest National soit enfin efficient et optimal dans son utilisation ?
4. Une évaluation du système de stationnement actuel à Forest est-elle prévue ? Si oui, quand et selon quelle méthodologie ?

Xavier JANS  
Conseiller communal DÉFI

---

**Interpellatie over het parkeerbeheer, de slecht werkende parkeerautomaten en de impact op de Vorstenaren en de drijvende krachten (op vraag van de heer Jans, gemeenteraadslid). (Aanvullend)**

Ik heb jullie al meermaals geïnterpelleerd over het parkeerbeheer en meer bepaald over de werking van de parkeerautomaten. En ondanks een nieuw reglement dat door de Gemeenteraad is goedgekeurd, lijken de problemen helemaal niet te zijn opgelost.

Daarom kaart ik nu nogmaals verschillende problemen aan van burgers, of het nu gaat om bewoners, handelaars, zelfstandigen of bezoekers.

Ik denk met name aan de moeilijkheden bij het verzenden van boodschappen en bezoekerscodes via de app 4411, met een impact op de portemonnee van mensen die het slachtoffer zijn van deze complexiteit, aangezien een fout in de evenementenzone contant wordt betaald (50 euro) ook al was het de bedoeling een bezoekerskaart/code te gebruiken.

Zo moest een patiënt die op een concertdag om 19 uur naar mijn praktijk kwam, 50 euro betalen. Waarom? Omdat de ontvangen codes niet geldig zijn tijdens evenementen. Ikzelf - maar mijn geval is natuurlijk niet uniek: als dat zo was, zou ik u niet interpellieren - heb bezoekerscodes en evenementencodes besteld. Op de twee lijsten met codes staat vermeld dat de codes van beide lijsten niet geldig zijn tijdens evenementen: is dat normaal?!

Bovendien lijkt deze nieuwe regeling enorme problemen te veroorzaken voor de in de evenementenzone gelegen sportclub die ik niet meer hoef voor te stellen, Forest Domaine. Veel leden of klanten van het restaurant gaan nu elders naartoe. Ik gebruik Forest Domaine als voorbeeld, maar het geldt uiteraard evenzeer voor de vrije beroepen en handelszaken die in de evenementenzone van Vorst Nationaal gevestigd zijn.

Ik doe nogmaals een beroep op uw gezond verstand en uw luistervaardigheid om de verschillende problemen op te lossen die de gemeente en Parking.brussels nog niet hebben opgelost, om van Vorst een 'gastvrije' en aantrekkelijke gemeente te maken! Overleg met de sterkhouders van Vorst en de betrokken buurtbewoners zou geen overbodige luxe zijn.

Daarom wil ik u de volgende vragen stellen:

1. Bent u op de hoogte van de slechte werking van de bezoekerscodes?
2. Hoe staat het met de vraag die aan het Gewest gesteld werd om terug te keren naar het vorige systeem van bezoekerskaarten, dat de gebruikers kenden en gebruiksvriendelijker was?
3. Kunt u snel overleg organiseren met de economische actoren en de bewoners van de evenementenzone, in aanwezigheid van Parking.brussels, om alle disfuncties en klachten ter sprake te brengen en ervoor te zorgen dat het voorgestelde systeem voor het parkeren rond Vorst Nationaal eindelijk efficiënt en optimaal gebruikt zou worden?
4. Is er een evaluatie gepland van het huidige parkeersysteem in Vorst? Zo ja, wanneer en volgens welke methodologie?

Xavier JANS  
DéFI-gemeenteraadslid

*1 annexe / 1 bijlage*

---

24 **Question orale relative à la hausse de la tarification du stationnement et à son impact sur le commerce local (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)**  
*(Complémentaire)*

Madame la Présidente,  
Chers collègues,

Les Forestois connaissent à l'instar de nombreux Belges les difficultés issues de l'augmentation importante du coût de la vie et de l'énergie. Pourtant, leur portefeuille, déjà mis à mal par ce contexte difficile, est la cible de diverses mesures communales qui diminuent encore leur pouvoir d'achat, l'exemple le plus emblématique est l'augmentation importante du précompte immobilier. Désormais, ce sont les détenteurs d'une voiture qui sont durement touchés, en effet, l'augmentation importante de la tarification du stationnement fait déjà ses premières victimes, il s'agit du commerce local.

Le commerce local connaît une situation assez contrastée, certains quartiers connaissent un élan de dynamisme avec la gentrification, d'autres, au contraire, connaissent une lente agonie.

Afin de relancer le dynamisme de leurs quartiers commerçants, plusieurs communes ont instauré des mesures incitatives, par exemple, ne serait-il pas opportun de proposer 30 minutes de stationnement gratuit plutôt que 15 minutes ? Liège, Mons, ou encore Namur ont déjà franchi le pas pour soutenir le commerce local.

La Ville de Bruxelles vient d'annoncer qu'elle distribue des tickets de stationnement aux commerçants pour une durée totale de 180.000 heures. Alors évidemment, le nombre de commerces n'est pas comparable, mais il y a lieu d'apprécier la démarche de soutenir proactivement le commerce local. En effet, les indépendants et professions libérales sont particulièrement concernés par cette situation et beaucoup nous interpellent sur les conséquences de ces augmentations sur leur clientèle ou patientèle qui peut se tourner vers les communes voisines, au détriment donc de l'attractivité économique de certains de nos commerces. Prenons un exemple concret, la situation d'un coiffeur situé dans le quartier Saint-Denis, dont certains clients seraient Anderlechtois ou Ucclois, pour une 1h30 de prestation, son client va déboursier plus de 5€ pour le stationnement, il y a de quoi dissuader pas mal de clients de se rendre à Forest. Dès lors, ne serait-il pas opportun que le Collège délivre également des tickets de stationnement aux commerçants forestois afin de leur permettre de conserver leur clientèle ?

Par ailleurs, à l'occasion de la présentation du protocole de Forest National, nous avons appris que le gestionnaire de la salle impose que les spectacles s'achèvent pour 22h30 et au maximum pour 23h, pourquoi donc prévoir un stationnement au forfait de la zone événement jusque minuit ? Cela peut dissuader les participants de consommer dans les commerces alentours après le spectacle.

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

---

**Mondelinge vraag over de verhoging van de parkeertarieven en de impact ervan op de plaatselijke handel (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)**  
*(Aanvullend)*

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**25 Interspelling relative au processus d'évaluation de la zone événement (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,  
Chers Collègues,

En janvier 2020, la zone événement est entrée en vigueur. Les soirs de spectacle, cette mesure remplace les plans de stationnement habituels à proximité de la salle. Dans cette zone, les automobilistes paient depuis lors un tarif de 5 euros l'heure pour le stationnement.

Initialement, une évaluation devait avoir lieu un an après l'entrée en vigueur de la zone événement. En raison de l'impact de la crise sanitaire sur la politique de stationnement et l'arrêt des activités sportives et culturelles, une évaluation n'était alors pas suffisamment pertinente.

Nous sommes désormais trois ans et demi plus tard, la zone événement est désormais implantée et les



Forestois et parties prenantes ont pu vivre sa mise en place et son fonctionnement quotidien. Il est donc temps de procéder à son évaluation.

Au regard de la grande taille de la zone événement et du nombre de personnes concernées par elle, il est indispensable de mener une large enquête sur l'évaluation de la zone événement. En ce sens, nous estimons que l'ensemble des Forestois doivent pouvoir participer à l'enquête, notamment pour examiner le ressenti de ceux qui vivent dans le périmètre de la zone événement mais aussi de mesurer l'impact de la zone sur les habitants qui vivent dans les rues adjacentes.

Nous souhaitons également que les acteurs commerciaux, sportifs et culturels, ainsi que les indépendants et professions libérales, présents sur le territoire communal soient associés à l'enquête. En effet, il n'est pas rare de recevoir les témoignages de personnes qui n'habitent pas la commune mais qui y pratiquent certaines activités qui s'étonnent de son périmètre, de ses horaires ou encore de certaines situations particulières. Preuve que la zone événement concerne davantage de monde que les seuls riverains ou des spectateurs occasionnels de Forest National.

Par ailleurs, l'enquête doit être diffusée largement et durer un certain temps afin de permettre aux Forestois de se sentir écoutés sur cette problématique importante.

1° Dès lors, pourriez-vous nous indiquer la méthodologie retenue par le Collège pour procéder à l'évaluation ?

2° Qui pourra participer à l'enquête ? Quels moyens mettrez-vous en œuvre pour informer sur l'existence de cette enquête ?

3° Quand débutera-t-elle ? Combien de temps durera-t-elle ?

4° Le Collège va-t-il déléguer la gestion de cette consultation à un opérateur externe ou va-t-il assumer l'organisation et le traitement des résultats de l'enquête ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

---

**Interpellatie over het evaluatieproces van de evenementenzone (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**26 Question orale relative le stade USG au Bempt (à la demande de Monsieur Al Masude, conseiller communal) (Complémentaire)**

Bonjour Me Moens

Y a-t-il des éléments neufs concernant l'achat par la RUSG de la parcelle communale située au Bempt, afin d'y construire un nouveau stade?

La saison de football s'achevant, et le club réévaluant ses performances sportives de la saison passée, la RUSG sera à nouveau amenée à louer un autre stade pour y disputer ses rencontres européennes, puisque le stade Marien n'est pas conforme aux normes UEFA. Cette contrainte va pousser encore davantage le club à vouloir trouver à court terme une solution alternative au stade Marien pour s'y établir. Et s'il ne la trouve pas sur le territoire de la commune, il risque fort de la trouver ailleurs, peut-être même en dehors de Bruxelles.

Pourrions-nous trouver un accord en vendant le terrain du Bempt à RUSG et utiliser le stade Marien pour les Forestois?

Dans ce contexte, est-ce que le collège peut dire si des réunions ont eu lieu ou sont programmées avec le club en vue de voir comment surmonter les points de blocage listés dans la motion adoptée lors du conseil communal du 14 février dernier ?

Si oui, comment avancent les réunions ? Si non, qu'est-ce qui motive la position de retenue du collège

?

Cordialement  
Mustapha Al masude  
Conseillé communal

---

**Mondelinge vraag over het stadion USG in de Bempt (op vraag van de heer Al Masude, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**27 Interpellation concernant le projet de Less Béton à l'angle de l'avenue Massenet et de la chaussée de Bruxelles (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)**

Nous avons été informés via un courriel adressé au collège ainsi qu'aux chefs de groupe par le collectif Forest Partagé qu'un projet citoyen porté par Less Béton portant sur le réaménagement de la zone de manœuvre située au bout de l'allée de places de stationnement en épi à l'angle de l'avenue Massenet et de la chaussée de Bruxelles.

Nous découvrons ainsi que ce projet a le soutien de la Région et de Bruxelles Mobilité grâce à une subvention de 50.000€.

Je ne suis pas défavorable aux initiatives citoyennes. Je les salue et les encourage. Par contre, dès lors que le sujet traité est sensible, il est important que le processus se fasse de manière transparente et participative. Or, lorsqu'on sait que le projet est subsidié par la Région et que l'échevine de la mobilité est de la même couleur politique que la ministre de la mobilité, certains peuvent légitimement craindre que c'est plié alors que les riverains n'ont pas été concertés.

Vous le savez, le stationnement est un sujet sensible. Si pour certains, les supprimer ne pose aucun problème, que du contraire ; pour d'autres, cela génère du stress tant ils peinent à trouver de la place en soirée, dans ce quartier particulièrement saturé.

J'en viens à mes questions :

1. Il semblerait que la commission mobilité interne à la commune a pris connaissance de ce projet de Less Béton en date du 25 avril. Est-ce ce projet est depuis passé devant le Collège ? Dans l'affirmative, quand et quelle est sa position ?
2. La zone visée par le projet est l'actuelle zone de manœuvre utilisée dans les faits comme parking. Pourriez-vous préciser quelle est l'affectation urbanistique exacte de cette zone ? Est-ce que le projet Less Béton nécessite un changement d'affectation ? Dans l'affirmative, quelles sont les étapes à venir pour que le projet se réalise dans le respect des règles urbanistiques ?
3. Cette zone de manœuvre se trouve au bout de l'allée composée de 11 places de stationnement en épi marquées au sol. Garantissez-vous bien que ces 11 emplacements seront maintenus et que certains ne seront pas rendus inaccessibles dans les faits dans la mesure où il serait impossible de manœuvrer pour s'y garer ? Je pense plus particulièrement aux derniers emplacements avant d'arriver à ladite zone.
4. Vu le caractère sensible de ce type de projet et les clivages existants dans ce quartier, prévoyez-vous d'organiser une concertation citoyenne avec les riverains du quartier ?

Je vous remercie pour vos réponses.

---

**Interpellatie Interpellatie over het project van Less Béton op de hoek van de Massenetlaan en de Brusselsesteenweg (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid). (Aanvullend)**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**28 Question orale concernant les nuisances générées par le squat situé au coin Glands - Van Haelen (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)**

Plusieurs habitants du quartier Glands – Van Haelen m’ont alerté par rapport à la situation de l’immeuble situé au coin Glands – Van Haelen (en face de chez Bouba).

Fin avril, des dépôts clandestins sont apparus devant l’immeuble, ils ont été rapidement rejoints par d’autres les quelques jours qui ont suivi avant d’être enlevés par le service propreté de la commune que je remercie pour sa réactivité. Je sais également que l’équipe répression de la propreté a pu identifier un contrevenant et dresser un PV.

En plus de ce problème de propreté, certains riverains dénoncent la présence de squatteurs, craignent pour leur sécurité et soupçonnent des activités non conformes à la destination première d’un tel immeuble d’habitation.

Vu la situation, je me suis permis d’alerter directement la bourgmestre afin de prendre les mesures d’urgence pour éviter que la situation ne dégénère. Elle m’a précisé être bien consciente de cette situation, que les services Logement et Taxes se sont concertés pour agir de façon coordonnée avec les moyens de sanctions et de police administrative dont ils disposent dans ce type de situation, et qu’un travail était réalisé pour clarifier et améliorer la situation pour le quartier et les occupants.

Trois semaines plus tard, j’aimerais revenir pour faire le point sur la situation :

1. Pourriez-vous préciser quels sont les moyens précis de sanctions et de police administrative dont disposent les services Logement et Taxes pour agir ? Quelles actions ont-ils entreprises depuis lors ?
2. Quel est le travail réalisé pour clarifier et améliorer la situation pour le quartier et les occupants ?
3. Est-ce que la police a été alertée de cette situation ? A-t-elle enquêté sur la situation à l’intérieur du bâtiment ?
4. Quelles mesures ont été prises pour assurer la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique, compétences propres au Bourgmestre ?

Je vous remercie pour vos réponses.

---

**Mondelinge vraag over de overlast van het kraakpand op de hoek van de Eikelstraat - G. Van Haelenlaan (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**29 Question orale concernant les mesures prises pour assurer l’accessibilité des personnes à mobilité réduite lors de chantiers en voirie (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller**

**communal) (Complémentaire)**

**Question orale de Marc Loewenstein, Chef de groupe DÉFI, à l'attention du Collège des bourgmestre et échevins concernant les mesures prises pour assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite lors de chantiers en voirie**

En circulant dans la commune, plusieurs chantiers sont en cours. Et à certains endroits l'accessibilité y est très limitée, en particulier pour les personnes à mobilité réduite. Je pense notamment au long de chantier de Vivaqua sur l'avenue Van Volxem organisé par tronçons.

Que les chantiers soient réalisés sur des voiries communales ou régionales, il est important que la commune soit attentive à l'accessibilité de leurs abords pour les PMR. Des règles régionales existent en la matière, elles doivent être respectées.

J'aimerais savoir quelles sont les actions menées par la commune et ses services pour contrôler cette accessibilité.

Qui s'occupent aujourd'hui de contrôler si les règles sont bien respectées ? Le service des travaux ? La police ? La prévention ?

La commune agit-elle d'initiative ou en réaction à des plaintes ?

Agit-elle uniquement sur les voiries communales ou également sur les voiries régionales ?

Je vous remercie pour vos réponses.

---

**Mondelinge vraag over de genomen maatregelen om de toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit te waarborgen tijdens wegwerkzaamheden (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**30 Question orale sur les délais d'attente du Service population (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)**

Bonjour,

L'été

approche et pas mal de Forestois.es doivent refaire leurs passeports. Or, les temps d'attente sont à nouveau très longs pour obtenir un rendez-vous au Service population. Par exemple, en s'y prenant mi-mai, on obtient au mieux un rendez-vous début juillet.

Après cela, il faut encore compter deux semaines pour la confection du passeport (au prix normal de 110 euros). Autrement dit, cela prend deux mois pour obtenir son passeport. Beaucoup de personnes risquent donc de se retrouver "hors délais" lorsqu'elles entreprendront les démarches.

A

titre de comparaison, à Uccle, la commande des passeports se fait sans rendez-vous. A Saint-Gilles ou Anderlecht, on obtient un rendez-vous après trois semaines.

Mes

questions :

- Qu'est-il mis en place
- pour remédier à cette situation ?
- Il existait auparavant
- des plages horaires ouvertes chaque semaine pour pouvoir avoir un rendez-vous dans la

semaine. Est-ce toujours le cas ?

Merci d'avance,

---

**Mondelinge vraag over over de wachttijden van de dienst Bevolking (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**31 Question orale concernant la nouvelle grève à l'école de 7 Bonniers (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)**

Le 14 février dernier, je vous interrogeais sur les grèves répétées au sein de l'école des 7 Bonniers. Dernier évènement en date, c'est le courriel reçu mercredi dernier, le 17 mai, précisant d'une part la grève du 22 mai et, d'autre part, le fait que tous les professeurs des classes maternelles seront en formation obligatoire pour les nouveaux programmes du tronc commun. Il est par ailleurs précisé qu'une garderie devait être organisée, mais que, cette grève étant très fortement suivie par l'ensemble des accueillants, l'école ne sera « pas en mesure d'accueillir vos enfants en toute sécurité. » Vendredi dernier, un nouveau courriel est arrivé chez les parents précisant qu'une garderie serait organisée dans une autre école.

Vous n'êtes pas sans savoir que les parents sont excédés par cette situation qui perdure et que les tensions montent de toutes parts.

L'objectif de ma question n'est pas de faire un débat sur le droit de grève, mais de voir comment on peut améliorer la communication avec les parents, mieux anticiper ce type de problèmes et prendre en considération les préoccupations de toutes les personnes concernées.

Mes questions seront les suivantes :

1. Qu'est-ce qui explique le fait que les parents d'enfants de maternelles n'ont été informés que mercredi 17/5 dernier d'une absence de leurs instituteurs le lundi 22/5 pour cause de formation ?
2. Quelle a été la situation ce lundi 22/5 dans les différentes écoles communales forestoises ? Quelles écoles fonctionnaient ? Quelles écoles étaient à l'arrêt ? Où étaient organisées des garderies ? Pour qui ?
3. Qu'est-ce que va être fait pour améliorer la situation à l'avenir et apaiser les tensions avec certains parents ?

Je vous remercie pour vos réponses.

---

**Mondelinge vraag over de nieuwe staking in school Les 7 Bonniers (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

*1 annexe / 1 bijlage*